



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 13 JUILLET, 1895.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jour de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

1785

Proclamation

Canada, Province de Québec. } J. A. CHAPLEAU.  
[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.  
A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-quinze, et à chacun de vous—SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUIN mil huit cent quatre-vingt-quinze, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13th JULY, 1895.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

1786

Proclamation

Canada, Province of Québec. } J. A. CHAPLEAU.  
[L. S.]

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.  
To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTIETH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety five, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTIETH day of the month of JUNE, one thousand eight hundred and ninety-five, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and const-

considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présents vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le TRENTIEME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TREIZIEME jour de JUIN dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-quinze, et de Notre Règne la cinquante-huitième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

1787

## Avis du Gouvernement

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil en date du 27 juin dernier, 1895, de détacher de la municipalité de Saint-Félicien, comté du Lac-Saint-Jean, les lots Nos 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 et 49, des rangs V, VI et VII, du canton Demeules, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de la "Rivière-au-Doré," dans le même comté.

Cette annexion devant prendre effet le premier juillet 1895. 2693

### DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

#### AVIS

Est par le présent donné qu'il y aura une assemblée des examinateurs nommés par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique pour l'examen des candidats à la charge d'inspecteur d'écoles, à l'École normale Laval, à Québec, mercredi, le vingt-huitième jour d'août prochain (1895), à neuf heures du matin. Toute personne qui désire se présenter à cet examen, devra envoyer, d'ici au vingtième jour d'août prochain, à M. Paul de Cazes, secrétaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, une requête à cet effet, la somme de six piastres, ainsi que tous les documents exigés par le règlement adopté par le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, sanctionné par arrêté en conseil du 17 juillet 1888.

PAUL DE CAZES,  
Secrétaire,  
Québec, 11 juillet 1895. 2691

VENTE A L'ENCHERE DE L'ANCIEN PALAIS DE JUSTICE ET PRISON D'AYLMER.

### DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS.

Québec, 14 juin 1895.

Avis est par le présent donné que la propriété de l'ancien palais de justice et prison d'Aylmer, sera

derations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of JULY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable JOSEPH ADOLPHE CHAPLEAU, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRTEENTH day of JUNE, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and ninety-five, and in the fifty-eighth year of Our Reign.

By order,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery,  
Québec.

1788

## Government Notice

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by an order in council dated the 27th June last, 1895, to detach from the municipality of Saint Félicien, county of Lake Saint John, lots Nos. 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48 and 49, of ranges V, VI and VII, of township Demeules, and annex them, for school purposes, to the municipality of the "Rivière au Doré," in the same county.

This annexation to take effect only from the first of July, 1895. 2694

### DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

#### NOTICE

Is hereby given that there will be a meeting of the examiners appointed by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, to examine candidates for the office of school inspectors, at the Laval normal school, on Wednesday, the twenty-eighth day of August next (1895), at nine o'clock in the forenoon. Any person who wishes to present himself at this examination must, before the 20th day of August next, send a request for that purpose to Mr. Paul de Cazes, secretary of the roman catholic committee of the council of Public Instruction, the sum of six dollars, as well as all documents required under the regulations adopted by the roman catholic committee of the council of Public Instruction, sanctioned by an order in council of the 17th July, 1888.

PAUL DE CAZES,  
Secretary,  
Québec, 11th July, 1895. 2692

SALE BY AUCTION OF THE OLD AYLMER COURT HOUSE AND GAOL.

### DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS.

Québec, 14th June, 1895.

Notice is hereby given that the property of the old Aylmer court house and gaol will be sold by

vendue à l'enchère, sur les lieux mêmes, à Aylmer, MERCREDI, le SEPTIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Un diagramme du terrain est déposé chez M. le shérif du district, à Hull, où l'on peut aller le consulter.

Par ordre,

ERNEST GAGNON,

Secrétaire.

2399-5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district à quel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit, ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'im-

auction, on the premises, at Aylmer, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of the month of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. A plan of the ground is filed in the office of the sheriff of the district, at Hull, where it can be examined.

By order,

ERNEST GAGNON,

Secretary.

2400

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments, or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of

pression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

1401

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privées.*

Nu pétition pour un bill privé n'est reçu après l'expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent n'aura sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passeur, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le rearpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant,—doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

1402

G. C. L.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, which relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et s'il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans le district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont-lévis.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou conférant un avantage personnelle ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

“ Les bills pour incorporer les villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que “on désirera éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refaits par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés. ”

“ Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation de compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer. ”

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printer. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

" Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

" Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent d'écarter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

" Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs."

L. G. DESJARDINS,  
1403 Greffier de l'Assemblée Législative.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines and the positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets.

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

L. G. DESJARDINS,  
1404 Clerk of the Legislative Assembly.

## Avis Divers

## THE DOMINION DESINFECTANT COMPANY.

Avis est par le présent donné, conformément à l'article 4780 des Statuts Révisés de Québec, qu'une résolution pour la liquidation volontaire et dissolution de cette compagnie a été dûment passée par les actionnaires d'icelle, le trentième jour d'avril dernier (1895), et Karel Boissevain a été nommé liquidateur.

HATTON & McLENNAN,  
Procureurs du liquidateur.  
Montréal, 8 juillet 1895. 2657

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 2578.

Dame Julie Desjardins, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Filiatrault, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, comté Laval, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Jean-Baptiste Filiatrault, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Rose, comté Laval, district de Montréal,  
Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5 juin 1895.

GOUIN & LEMIEUX,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 7 juin 1895. 2349-5

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Montréal. }  
No. 2495.

Jean *alias* Janet Cormack McIntyre, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Edward Washington Wheeler, commis, autrefois de la dite cité de Montréal et maintenant absent de la province de Québec, la dite Jean *alias* Janet Cormack McIntyre dûment autorisée par un juge de cette cour à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs.

Le dit Edward Washington Wheeler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause, le 10 mai 1895.

WILFRED MERCIER,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 10 juin 1895. 2413-5

## Miscellaneous Notices

## THE DOMINION DESINFECTANT COMPANY.

Notice is hereby given in accordance with article 4780 of the Revised Statutes of Quebec, that a resolution for the voluntary liquidation and dissolution of this company was duly passed by the shareholders thereof on the thirtieth day of April last (1895), and Karel Boissevain was appointed liquidator.

HATTON & McLENNAN,  
Attorneys for liquidator.  
Montreal, 8th July, 1895. 2658

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2578.

Dame Julie Desjardins, wife common as to property of Jean-Baptiste Filiatrault, farmer, of the parish of Sainte-Rose, county of Laval, district of Montreal, duly authorized to sue,  
Plaintiff ;

vs.

Jean Baptiste Filiatrault, farmer, of the parish of Sainte-Rose, county of Laval, district of Montreal,  
Defendant.  
An action of separation as to property has been instituted in this cause, on the 5th of June, 1895.

GOUIN & LEMIEUX,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 7th June, 1895. 2350

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Montreal. }  
No. 2495.

Jean *alias* Janet Cormack McIntyre, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Edward Washington Wheeler, clerk, formerly of the said city of Montreal, and now absent from the province of Quebec, duly authorized to ester *en justice* for the purpose hereof,  
Plaintiff ;

vs.

The said Edward Washington Wheeler, Defendant.  
An action of separation as to property has been instituted against the defendant in this cause, the 10th May, 1895.

WILFRED MERCIER,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th June, 1895. 2414

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 2629.

Avis est par le présent donné que Dame Linna Koiovsky, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Louis Solomon, du même lieu, marchand tailleur, a institué ce jour une action en séparation de biens contre son dit mari.

JAS. CRANKSHAW,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Montréal, 19 juin 1895. 2525-3

## AVIS.

Demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, octroyant une charte aux requérants ci-dessous et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie à être formée comme ci-dessous, les constituant en corps politique.

1° Le nom proposé de la compagnie sera "La compagnie coopérative téléphonique des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi".

2° L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est pour construire et exploiter une ligne ou réseau téléphonique dans les comtés susdits et autres comtés dans la province de Québec.

3° Le principal siège des affaires de la dite compagnie dans la paroisse d'Hébertville à ou près de la station du chemin de fer, dans la dite paroisse.

4° Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres, divisé en mille actions de dix piastres chacune.

5° Les noms des requérants sont MM. Joseph Girard, M. P. P., cultivateur, de la paroisse de Saint-Gédéon; Louis Alphonse Langlais, avocat; Elzéar Ouellet, greffier de la cour de circuit, du village d'Hébertville; Joseph Tremblay, marchand, de la paroisse de Saint-Bruno; Arthur Boulanger, employé civil, de Saint-Joseph d'Alma; Louis Desbiens, marchand, de la paroisse de Saint-Jérôme; Philippe Couillard Dupuis, marchand, de Chambord, et Charles Edmond Bernier, électricien, de Roberval, tous du comté du Lac Saint-Jean, et sujets de Sa Majesté, qui seront les premiers directeurs de la dite compagnie.

L. A. LANGLAIS,  
 Procureur des requérants.  
 Hébertville, 20 juin 1895. 2519-3

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 1921.

Dame Sarah Crowley, de la paroisse de Vaudreuil, dans le district de Montréal, épouse de Joseph Napoléon Dorsino Vinet, boulanger et commerçant, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, *in forma pauperis*, Demanderesse;

vs.

Le dit Joseph Napoléon Dorsino Vinet,  
 Défendeur.

La demanderesse a, ce jour, institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

BASTIEN & LAMARCHE,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 11 juin 1895. 2421-4

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No. 320.

Dame Marie Emma Brunet dit Letang, du village de Dorion, dans le district de Montréal, épouse de Michel Valois, hôtelier, du même lieu, a, le vingt-neuvième jour de mai dernier, 1895, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

MIREAULT & BOURGOUIN,  
 Avocats de la demanderesse.  
 Montréal, 19 juin 1895. 2461-4

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 2629.

Notice is hereby given that Dame Linna Koiovsky, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Louis Solomon, of the same place, merchant tailor, has, this day, instituted an action for separation as to property from her said husband.

JAS. CRANKSHAW,  
 Attorney for plaintiff.  
 Montreal, 19th June, 1895. 2526

## NOTICE.

Application will be made to His Honor the lieutenant governor of the province of Quebec, to obtain letters patent under the great Seal of the province, granting a charter to the petitioners hereinafter named, and all other persons who may become shareholders in the company thereby created a body politic and corporate.

1° The proposed name of the company will be "The co-operative telephone company of the counties of Lake Saint John and Chicoutimi".

2° The object for which incorporation is sought is to construct and carry on a telephone line or telephonic organization in the aforesaid counties and others in the province of Quebec.

3° The chief place of business of the said company will be in the parish of Hébertville, at or near the railway station, in the said province.

4° The proposed amount of the capital stock will be ten thousand dollars, divided into one thousand shares of ten dollars each.

5° The names of the petitioners are Messrs. Joseph Girard, M. P. P., farmer, of the parish of Saint Gédéon; Louis Alphonse Langlais, advocate; Elzéar Ouellet, clerk of the circuit court, of the village of Hébertville; Joseph Tremblay, merchant, of the parish of Saint Bruno; Arthur Boulanger, civil employee, of Saint Joseph d'Alma; Louis Desbiens, merchant, of the parish of Saint Jérôme; Philippe Couillard Dupuis, merchant, of Chambord and Charles Edmond Bernier, electrician, of Roberval, all of the county of Lake Saint John, and subjects to Her Majesty, and will be the first directors of the said company.

L. A. LANGLAIS,  
 Attorney for petitioners.  
 Hébertville, 20th June, 1895. 2520

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 1921.

Dame Sarah Crowley, of the parish of Vaudreuil, in the district of Montreal, wife of Joseph Napoléon Dorsino Vinet, baker and trader, of the same place, and duly authorized to ester *en justice*, *in forma pauperis*, Plaintiff;

vs.

The said Joseph Napoléon Dorsino Vinet,  
 Defendant.

An action in separation as to property, has been, this day, instituted against the defendant.

BASTIEN & LAMARCHE,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 11th June, 1895. 2422

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 320.

Dame Marie Emma Brunet dit Letang, of the village of Dorion, in the district of Montreal, wife of Michel Valois, of the same place, hotelkeeper, has, on the twenty-ninth day of May last, 1895, instituted an action in separation as to property against her said husband.

MIREAULT & BOURGOUIN,  
 Attorneys for plaintiff.  
 Montreal, 19th June, 1895. 2462

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dame Georgiana Morency, des cité district de  
 Montréal, épouse commune en biens de Léonidas  
 Létourneau, commerçant, dûment autorisée à  
 ester en justice, Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Léonidas, Létourneau, Défendeur.  
 La demanderesse a ce jour pris une action en sépa-  
 ration de biens contre le défendeur.

AUGE, GLOBENSKY & LAMARRE,  
 Avocats de la demanderesse.

Montréal, 15 juin 1895. 2451-4

#### AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné, qu'une  
 demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-  
 gouverneur de la province de Québec, pour obtenir  
 des lettres patentes sous le grand Sceau de la pro-  
 vince, octroyant une charte aux requérants et aux  
 autres personnes qui pourront devenir actionnaires  
 de la compagnie, les constituant en corps politique  
 et incorporé :

1° Le nom de la compagnie sera : " Compagnie  
 manufacturière de roues et de voitures de la Puis-  
 sance. "

2° L'objet de la compagnie sera de manufacturer,  
 vendre, louer et de faire le commerce de voitures,  
 roues, ressorts, machines à coudre, machines de  
 toutes espèces, meubles et autres choses s'y rappa-  
 rant généralement, et de manufacturer, vendre et  
 faire le commerce de tous bois de service.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie  
 sera à Sainte-Thérèse de Blainville, dans la pro-  
 vince de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de  
 cent cinquante mille dollars (\$150,000.00.)

5° Ce montant sera divisé en quinze cents (1500)  
 parts de cent dollars chacune.

6° Les noms des requérants sont les suivants :  
 Thomas Ferdinand Guildor Foisy, manufacturier ;  
 Théodore Nadeau, président de The Washington  
 Building Trust Company ; Antime Rémi Archam-  
 beault, manufacturier ; Charles Desmarreau, com-  
 ptable ; Pierre Dansereau, manufacturier ; Georges  
 W. Foisy, marchand, tous de la cité de Montréal,  
 sujets de Sa Majesté, et qui seront les premiers  
 directeurs de la compagnie.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
 Avocats des requérants.

Montréal, 11 juin 1895. 2353-4

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Joliette. }  
 No. 2646.

Exérina Pleau, de la paroisse de L'Epiphanie, dit  
 district, épouse d'Israël Marien, cultivateur, du  
 même lieu, et dûment autorisée à l'effet des présen-  
 tiers, par l'honorable juge Charles C. De Lorimier,  
 Demanderesse ;

vs.  
 Le dit Israël Marien, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée  
 en cette cause, le seizième jour de mai courant.

J. E. FARIBAUT,  
 Avocat de la demanderesse.

Joliette, 25 mai 1895. 2253-5

Avis est par le présent donné que dans le cours  
 d'un mois à compter de la dernière publication de  
 cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, les per-  
 sonnes ci-après dénommées s'adresseront à Son Hon-  
 neur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtie-  
 nir des lettres patentes les constituant, et telles  
 autres personnes qui pourront plus tard devenir  
 actionnaires de la dite compagnie, en corps politique  
 et corporation en vertu de l'acte des compagnies a

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 Dame Georgiana Morency, of the city and district  
 of Montreal, wife common as to the property of  
 Léonidas Létourneau, trader, duly authorized à  
 ester en justice, Plaintiff ;

vs.  
 The said Léonidas Létourneau, Defendant.  
 An action in separation as to property has been  
 this day instituted against the said defendant.

AUGE, GLOBENSKY & LAMARRE,  
 Attorneys for plaintiff.

Montreal, 15th June, 1895. 2452

#### PUBLIC NOTICE.

Notice is hereby given that application will be  
 made to His Honor the lieutenant-governor of the  
 province of Quebec, to obtain letters patent under  
 the great Seal of the province, granting a charter  
 to the petitioners and to such others persons as may  
 become shareholders in the proposed company, a  
 body politic and corporate :

1° The name of the company will be : " Dominion  
 Carriage and Wheel Manufacturing Company. "

2° The objects of the company are to manufac-  
 ture, sell, let and to carry on business as builders or  
 manufacturers of carriages, wheels, springs, Sewing  
 machines, machinery of all kinds and others gene-  
 rally with all things and moveables appertaining  
 thereto and for the manufacturing, selling and tra-  
 ding of all kinds of wood and timber.

3° The principal place of business of said com-  
 pany will be in Sainte Thérèse de Blainville, in the  
 province of Quebec.

4° The proposed amount of the capital stock will  
 be one hundred and fifty thousand dollars,  
 (\$150,000.00).

5° This amount is to be divided into fifteen hun-  
 dred (1500) shares of one hundred dollars each.

6° The names of the petitioners are the following:  
 Thomas Ferdinand Guildor Foisy, manufacturer ;  
 Théodore Nadeau, president of The Washington  
 Building Trust Company ; Antime Rémi Archam-  
 beault, manufacturer ; Charles Desmarreau, account-  
 ant ; Pierre Dansereau, manufacturer ; Georges  
 W. Foisy, merchant, all of the city of Montreal  
 and british subjects, and who will be the first  
 directors of the company.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,  
 Attorneys for petitioners.

Montreal, 11th June, 1895. 2354

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Joliette. }  
 No. 2646.

Exérina Pleau, of the parish of L'Epiphanie, said  
 district, wife of Israël Marien, farmer, of the  
 same place, duly authorized for the purposes  
 thereof by the Honorable judge Charles C. De  
 Lorimier, Plaintiff ;

vs.  
 The said Israël Marien, Defendant.

An action for separation as to property has been  
 instituted in this cause, the sixteenth day of May  
 instant.

J. E. FARIBAUT,  
 Attorney of the plaintiff.

Joliette, 25th May, 1895. 2254

Notice is hereby given that within one month  
 from the last publication hereof in the *Quebec Offi-  
 cial Gazette*, the persons hereinafter named will  
 apply to His Honor the lieutenant governor in  
 council, to obtain letters patent to incorporate them  
 and such other persons as may become shareholders  
 of the proposed company, as a body politic and cor-  
 porate in virtue of the Joint Stock Companies In-  
 corporation Act, revised statutes of the province of

fonds social, statut révisé de la province de Québec, ch. 3, sous le nom et pour les fins ci-après mentionnés :

1° Le nom corporatif de la société sera " Société coopérative de frais funéraires " (limitée).

2° Les fins pour lesquelles une charte est demandée sont d'assurer aux membres de la société et à toutes autres personnes une inhumation convenable, gratuite, à l'aide d'une légère contribution mensuelle, en se chargeant des frais de sépulture et autres frais funéraires en rapport avec l'inhumation de personnes décédées, et des frais généraux d'une entre prise de pompes funèbres, moyennant une légère contribution mensuelle.

3° Le bureau principal d'affaires de la dite société sera dans la cité de Montréal, en la province de Québec.

4° Le montant projeté de capital-actions sera de trente mille dollars (\$30,000), divisé en 300 actions de \$100.00 chacune.

5° Les noms au long, adresses et occupations de chacun des requérants sont : Henri St-Pierre, marchand ; Rufus N. Tombyll, manufacturier ; Hercule Dupré, marchand ; Hon. J. Rosaire Thibaudeau, shérif ; Cléophas Beausoleil, avocat ; Théodore A. Grothé, bijoutier ; Michael John Harney, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, lesquels seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

BEAUSOLEIL, CHOQUET & GIRARD,

Avocats des requérants.

Montréal, 19 juin 1895.

2447-4

Quebec, ch. 3, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1° The name of the said company will be *La Société Coopérative de Frais Funéraires* (limited).

2° The purposes for which the said incorporation is sought are to secure to the member of the society and to any other persons a suitable interment, free of cost, by means of a slight monthly contribution, by assuming the burial and other funeral expenses connected with the burial of deceased persons and the general expenses of a funeral undertaking business, by means of a slight monthly contribution.

3° The chief place of business of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4° The intended amount of the capital stock is to be thirty thousand dollars (\$30,000), divided into 300 shares of \$100.00 each.

5° The names at full length and the address and occupation of each of the said petitioners, are : Henri St-Pierre, merchant ; Rufus N. Tombyll, manufacturer ; Hercule Dupré, merchant ; Hon. J. Rosaire Thibaudeau, sheriff ; Cléophas Beausoleil, advocate ; Théodore A. Grothé, jeweller ; Michael John Harney, merchant, all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, who are to be the first or provisional directors of the said company.

BEAUSOLEIL, CHOQUET & GIRARD,

Attorneys for applicants.

Montreal, 19th June, 1895.

2448

### Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Théo. Delage, Insolvable ;

et

Bilodeau & Renaud, Curateurs.

Un deuxième et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 29ème jour de juillet courant.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date susmentionnée.

BILODEAU & RENAUD,

Curateurs.

15, rue Saint-Jacques.

Montréal, 8 juillet 1895.

2653

### AVIS DE CESSION.

Avis est par le présent donné que Godbout & Lamontagne, marchands, de la cité de Québec, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, le 6 juillet 1895.

NAP. MATTE,

Gardien provisoire.

Bureau : 93, rue Saint-Pierre,  
Basse-Ville.

Québec, 8 juillet 1895.

2647

Province de Québec, }  
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Joseph Gadoury vs. J. P. Durand.

Avis est donné que le soussigné, Joseph Alphonse Malo, de la cité de Hull, district d'Ottawa, notaire, a été nommé, le trois juillet courant, curateur aux biens du failli par ordre de cette honorable cour.

Les créanciers du failli sont requis de produire leurs réclamations entre les mains du soussigné sous un délai de trente jours.

J. A. MALO,

Curateur.

Hull, 3 juillet 1895.

2649

### Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Théo. Delage, Insolvent ;

and

Bilodeau & Renaud, Curators.

A second and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collections will be payable at our offices, from the 29th day of July instant.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

BILODEAU & RENAUD,

Curators.

15, Saint James street.

Montreal, 8th July, 1895.

2654

### NOTICE OF ASSIGNMENT.

Notice is hereby given that Godbout & Lamontagne, merchants, of the city of Quebec, have, on the 6th instant, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors, at the protonotary's office of the district of Quebec.

NAP. MATTE,

Provisional guardian.

Office : 93, Saint Peter street.

Lower Town.

Quebec, 8th July, 1895.

2648

Province of Quebec, }  
District of Ottawa. } *Superior Court.*

Joseph Gadoury vs. J. P. Durand.

Notice is hereby given that the undersigned, Joseph Alphonse Malo, of the city of Hull, district of Ottawa, notary, has been appointed curator to the estate of the insolvent, on the 3rd of July instant, by order of this honorable court.

The creditors of said insolvent are hereby notified to file their claims at my office, within a delay of thirty days.

J. A. MALO,

Curator.

Hull, 3rd July, 1895.

2650

Province de Québec, }  
 District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de Pedneault & Tremblay, Chicoutimi.

Avis est par le présent donné que Pedneault & Tremblay, de Chicoutimi, ont fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, le 5 juillet 1895, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Chicoutimi, conformément à la loi.

O. JOBIN,  
 Gardien provisoire.  
 Bureau de Pelletier, Paradis & Jobin,  
 Bâtisse de la Cie Richelieu,  
 44, rue Dalhousie.  
 Québec, 10 juillet 1895. 2659

Province de Québec, }  
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*  
 No. 78.

Dans l'affaire de G. W. Cornwall & Co., de Huntingdon, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingt-sixième jour de juillet courant, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau du dit curateur, dans le village de Huntingdon.

W. S. MACLAREN,  
 Curateur.  
 Huntingdon, 5 juillet 1895. 2655

Canada, }  
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Morris & Reynold, de Montréal, Faillis.

Avis est par le présent donné, en vertu de l'article 770 du code de procédure civile, que, ce jour, je, John McD. Hains, de Montréal, comptable licencié, par ordre de la dite cour, ai été nommé curateur des biens et effets, meubles et immeubles des dits faillis en cette affaire, abandonnés par eux pour le bénéfice de leurs créanciers, lesquels sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations devant moi, dans mon bureau, bâtisse Fraser, 43, rue Saint-Sacrement, Montréal, sous trente jours.

JOHN McD. HAINS,  
 Curateur.  
 Montréal, 10 juillet 1895. 2687

Province de Québec, }  
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.\**  
 In re Pierre Trépanier, tanneur et marchand, Rivière-du-Loup (en haut), Failli.

Je, soussigné, Roméo Prévost, ai été nommé curateur aux biens du dit failli, par décision de la cour supérieure en date du 8 juillet 1895.

Les créanciers du dit failli sont requis de produire leurs réclamations à mon bureau dans un délai de trente jours à compter de la date du présent avis.

ROMEO PREVOST,  
 Curateur.  
 Bureau de Roméo Prévost & Cie.,  
 Comptables,  
 Curateurs, Syndics et Commissaires,  
 No. 7, Bâtisse "New-York Life,"  
 Montréal.  
 Montréal, 10 juillet 1895. 2679

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 W. D. Stephens, Demandeur ;

vs.  
 A. M. Featherston, Défendeur.  
 Avis est par le présent donné que A. M. Featherston, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, marchand de pianos, le 3e jour de juillet 1895, a fait un abandon de ses biens pour le

Province of Quebec, }  
 District of Chicoutimi. } *Superior Court.*  
 In the matter of Pedneault & Tremblay, Chicoutimi.

Notice is hereby given that Pedneault & Tremblay, of Chicoutimi, have, on the 5th of July, 1895, made a judicial assignment of their property for the benefit of their creditors at the prothonotary's office of the superior court for the district of Chicoutimi, according to the law.

O. JOBIN,  
 Provisional guardian.  
 Office of Pelletier, Paradis & Jobin,  
 Richelieu & Ontario Nav. Co. Building,  
 44, Dalhousie street.  
 Quebec, 10th July, 1895. 2660

Province of Quebec, }  
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*  
 No. 78.

In the matter of G. W. Cornwall & Co., of Huntingdon, Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-sixth day of July instant, after which date said dividend will be payable at the office of said curator, in the village of Huntingdon.

W. S. MACLAREN,  
 Curator.  
 Huntingdon, 5th July, 1895. 2656

Canada, }  
 Province of Quebec, } *Superior Court.*  
 District of Montreal. }

In the matter of Morris & Reynold, of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given, in pursuance of article 770 of the code of civil procedure, that, on this day, I, John McD. Hains, of Montreal, chartered accountant, was by order of the said court, appointed to be curator to the property and effects, real and personal of the said insolvent in this matter, abandoned by them for the benefit of their creditors, who are hereby notified to file their claims with me, at my office, Fraser buildings, 43, Saint Sacrament street, Montreal, within a delay of thirty days.

JOHN McD. HAINS,  
 Curator.  
 Montreal, 10th July, 1895. 2688

Province of Quebec, }  
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*  
 In re Pierre Trépanier, tanner and trader, Rivière du Loup (en haut), Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 8th day of July, 1895, by order of the court, I was appointed curator to the estate of the above named insolvent.

Claims must be filed at my office, within thirty days from the date hereof.

ROMEO PREVOST,  
 Curator.  
 Office of Roméo Prévost & Co.,  
 Accountants,  
 Curators, Assignees and Commissioners,  
 No. 7, New York Life Building,  
 Montréal.  
 Montréal, 10th July, 1895. 2680

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 W. D. Stephens, Plaintiff ;

vs.  
 A. M. Featherston, Defendant.  
 Notice is hereby given that A. M. Featherston, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, piano dealer, did, on the 3rd day of July, 1895, make an abandonment of his property

bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal

W. ALEX<sup>R</sup> CALDWELL,  
Député gardien provisoire.

Bureau de Caldwell, Tait & Wilks,  
Royal Insurance Chambers,  
1709, rue Notre-Dame.  
Montréal, 4 juillet 1895. 2683

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
James J. O'Brien, Demandeur ;

vs.

Calvin D. M. Reay, Défendeur.  
Avis est par le présent donné que, C. D. M. Reay, des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, marchand de chaussures, le 8e jour de juillet 1895, a fait un abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal.

W. ALEX<sup>R</sup> CALDWELL,  
Député gardien provisoire.

Bureau de Caldwell, Tait & Wilks,  
Royal Insurance Chambers,  
1709, rue Notre-Dame.  
Montréal, 9 juillet 1895. 2681

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
Dans l'affaire de E. H. Lesage, Montréal,

Failli.

Un rapport de distribution du produit de la vente des immeubles a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection au bureau de Lamarche & Olivier, No. 1709, rue Notre-Dame, Montréal, pendant quinze jours de la présente date.

Tout opposition au dit rapport devra être produite avant la dite date.

A. LAMARCHE,  
A. TURCOTTE,  
Curateurs conjoints.

Montréal, 13 juillet 1895. 2651

### Licitation

Canada, }  
Province de Québec, }  
District de Québec. }  
No. 1898.

### LICITATION.

Avis public est par le présent donné que par un jugement de la cour supérieure siégeant en la cité de Québec, dans le district de Québec, le quinze mai mil huit cent quatre-vingt-quinze, dans une cause où Alphonse Létourneau, de Québec, boucher, est Demandeur ; et Dame Marie Létourneau, de Québec, épouse commune en biens d'Auguste Thorn, de Québec, boucher, et le dit Auguste Thorn, mis en cause, tant pour lui-même que pour autoriser et assister sa dite épouse ; Joseph Richard, de Québec, corroyeur, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Wilfrid Létourneau, enfant mineur issu du mariage de feu Valère Létourneau et de feu Dame Caroline Richard ; et Joseph David Marier, de Québec, épicer, en sa qualité de tuteur dûment nommé à Joseph Marier et Valéria Marier, enfants mineurs issus de son mariage avec feu Dame Valentine Létourneau, sont Défendeurs ; ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit :

1° Le lot numéro deux cent quarante-deux (242), du cadastre officiel du quartier Saint-Roch, à Québec, étant un emplacement de quarante pieds de front sur soixante pieds de profondeur, le tout plus

for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of the superior court for the district of Montreal.

W. ALEX<sup>R</sup> CALDWELL,  
Deputy provisional guardian.

Office of Caldwell, Tait & Wilks,  
Royal Insurance Chambers,  
1709, Notre Dame Street.  
Montreal, 4th July, 1895. 2684

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
James J. O'Brien, Plaintiff ;

vs.

Calvin D. M. Reay, Defendant.  
Notice is hereby given that, C. D. M. Reay, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, boot and shoe dealer, did on the 8th day of July, 1895, make an abandonment of his property for the benefit of his creditors in the office of the protonotary for the superior court for the district of Montreal.

W. ALEX<sup>R</sup> CALDWELL,  
Deputy provisional guardian.

Office of Caldwell, Tait & Wilks,  
Royal Insurance Chambers,  
1709, rue Notre-Dame.  
Montreal, 9th July, 1895. 2682

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
In the matter of E. H. Lesage, Montreal,

Insolvent.

A report of distribution of the proceeds of the sale of the immovable property has been prepared in this affair and will be subject to objection at the office of Lamarche & Olivier, No. 1709, Notre Dame street, Montreal, during fifteen days from the present date.

Any contestation of such report must be deposited before said date.

A. LAMARCHE,  
A. TURCOTTE,  
Joint curators.

Montreal, 13th July, 1895. 2652

### Licitation

Canada, }  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. }  
No. 1898.

### LICITATION.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the superior court, sitting in the city of Quebec, in the district of Quebec, the fifteenth day of May, one thousand eight hundred and ninety-five, in a case where Alphonse Létourneau, of Quebec, butcher, is Plaintiff ; and Dame Marie Létourneau, of Quebec, wife common as to property of Auguste Thorn, of Quebec, butcher, and the said Auguste Thorn, *mis en cause*, as well personally as to authorize and assist his said wife ; Joseph Richard, of Quebec, carrier, in his quality of tutor duly appointed to Wilfrid Létourneau, minor child born of the marriage of the late Valère Létourneau and of the late Dame Caroline Richard ; and Joseph David Marier, of Quebec, grocer, in his quality of tutor duly appointed to Joseph Marier and Valéria Marier, minor children born of his marriage with the late Dame Valentine Létourneau, are Defendants ; ordering the licitation of certain immovables described as follows :

1° The lot number two hundred and forty-two (242), of the official cadastre of Saint Roch's ward, in Quebec, being an emplacement of forty feet in front by sixty feet in depth, more or less ; bounded

ou moins ; borné au nord par la rue des Commissaires—avec une maison en briques à deux étages, circonstances et dépendances.

2° Le lot numéro trois cent vingt-un (321), du cadastre officiel pour le même quartier, situé rue de la Reine—avec maison en briques à un étage, circonstances et dépendances, avec en outre les droits de mitoyenneté qu'il peut y avoir dans les murs entre le dit lot et le lot voisin numéro trois cent vingt-deux, du dit cadastre, y compris le sol sur lequel s'élèvent les dits murs (si droit il y a).

Les immeubles sus-décrits seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE prochain (1895), cour tenante, au palais de justice, en la cité de Québec ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour, à Québec ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant celui fixé pour la vente ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer ces oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

MILLER & DORION,

Procureurs des demandeurs.

Québec, 5 juin 1895. 2341-2

[Première publication, 15 juin 1895.]

### Ventes par le Shérif—Beauharnois

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposés au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Com Su, éreuve.*

Province de Québec, District de Beauharnois. } JAMES ROBERTSON, Demandeur ; contre No. 914. } PIERRE I. BOIS, Défendeur.

Une maison en bois située en la ville de Salaberry de Valleyfield, portant le numéro civique 23, de la rue du Canal, côté nord, et bâtie sur le lot numéro 744, des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Cécile, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Bref rapportable le vingt-sixième jour d'aout prochain.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif. Beauharnois, 12 juin 1895. 2369-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

on the north by Commissioners street— with a two story brick house, circumstances and dependencies.

2° The lot number three hundred and twenty-one (321), of the official cadastre for the same ward, situated on Queen street—with a one story brick house, circumstances and dependencies, with the rights of joint-ownership which may exist on the walls between the said lot and the adjoining lot number three hundred and twenty-two, of the cadastre, together with the ground on which the said walls are erected (if any such rights there are.)

Said immovables above mentioned shall be sold and adjudicated at auction to the highest and last bidder, the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER next (1895), the court sitting, at the court house, in the city of Quebec ; subject to all charges, clauses and conditions mentioned in the *cahier de charges* deposited in the office of the prothonotary of said court at Quebec ; and any opposition *afin d'annuler, afin de charge or afin de distraire* to the said licitation, shall have to be deposited at the prothonotary's office of said court, at least fifteen days before the day mentioned for the sale ; and any opposition *afin de conserver* must be deposited within six days after the sale and adjudication, and the parties in default of depositing said oppositions within the prescribed delays shall be foreclosed from the right of doing so.

MILLER & DORION,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 5th June, 1895. 2342

[First published, 15th June, 1895.]

### Sheriff's Sales—Beauharnois

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, District of Beauharnois. } JAMES ROBERTSON, Plaintiff ; against No. 914. } PIERRE I. BOIS, Defendant.

A wooden house situate in the town of Salaberry de Valleyfield, being city number 23, of Canal street, north side, and built on lot No. 744, of the official plan and book of reference of the said town.

To sold at the church door of the parish of Sainte Cécile, on MONDAY, the NINETEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-sixth day of August also next.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif. Beauharnois, 12th June, 1895. 2370  
[First published, 15th June, 1895.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit, dans et pour le comté de  
Huntingdon.*

Province de Québec, } **W. S. MACLAREN,**  
District de Beauharnois. } **Demandeur ;**  
No. 644. } contre **JAMES TAN-**  
**NAHIL ET AL.,** Défendeurs.

Appartenant à James Tannahill, l'un des défendeurs :

Un certain lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du township de Godmanchester, dans le comté de Huntingdon, dans le quatrième rang, sous le numéro cent huit (108)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Huntingdon, **LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET** prochain, à **ONZE heures** de l'avant-midi. Bref rapportable le cinquième jour d'août aussi prochain.

**PHILEMON LABERGE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Beauharnois, 14 mai 1895. 2021-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court, in and for the county of  
Huntingdon.*

Province of Quebec, } **W. S. MACLAREN,**  
District of Beauharnois. } **Plaintiff ; against**  
No. 644. } **JAMES TANNAHILL**  
**ET AL.,** Defendants.

Belonging to James Tannahill, one of the defendants :

A certain lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the township Godmanchester, in the county of Huntingdon, in the fourth range, as number one hundred and eight (108)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Huntingdon, on **MONDAY, the TWENTY-SECOND day of JULY** next, at **ELEVEN o'clock** in the forenoon. Writ returnable on the fifth day of August also next.

**PHILEMON LABERGE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Beauharnois, 14th May, 1895. 2022  
[First published, 18th May, 1895.]

**Ventes par le Shérif—Bedford**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Province de Québec, } **EUGENE BERNIER,** des  
District de Bedford. } **cité et district de Mont-**  
No. 13173. } **réal, épicier, Demandeur ;**  
contre les terres et tenements de **JOSEPH**  
**LEBLANC,** des cité et district de Montréal,  
Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le sixième rang, arpentage primitif, du canton de Ely, dans le district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Ely, sous le numéro cinq cent cinquante et un (551)—avec toutes les améliorations faites, et contenant cent neuf acres et  $\frac{87}{100}$ , plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt (ainsi appelé), dans le comté de Shefford et district de Bedford, le **VINGT-CINQUIÈME jour de SEPTEMBRE** prochain, à **NEUF heures** de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

**CHAS. S. COTTON,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 9 juillet 1895. 2701  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET  
IMMEUBLES.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } **JOHN A. McGRAIL,** com-  
District de Bedford. } **merçant, du village d'Ac-**  
No. 5602. } **ton, dans le comté d'Halton,**  
province d'Ontario, une des provinces de la Puis-  
sance du Canada, Demandeur ; contre les meubles  
et immeubles de **CHARLES McGRAIL, SENIOR,**

**Sheriff's Sales—Bedford**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale : oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court for the district of Montréal.*

Province of Quebec, } **EUGENE BERNIER,** of  
District of Bedford. } **the city and district of**  
No. 13173. } **Montreal, grocer, Plaintiff ;**  
against the lands and tenements of **JOSEPH**  
**LEBLANC,** of the city and district of Montréal,  
Defendant.

That certain piece of land being in the sixth range of the primitive survey of the township of Ely, in the district of Bedford, and now known on the official plan and book of reference of the township of Ely, by the number five hundred and fifty-one (551)—with all improvements thereon, and containing one hundred and nine  $\frac{87}{100}$  acres, more or less.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt (so called), in the county of Shefford and district of Bedford, on the **TWENTY-FIFTH day of SEPTEMBER** next, at the hour of **NINE** of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of October next.

**CHAS. S. COTTON,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 9th July, 1895. 2702  
[First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND  
LANDS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **JOHN A. McGRAIL,** of  
District of Bedford. } **the village of Acton, in**  
No. 5602. } **the county of Halton, province**  
of Ontario, one of the provinces of the Dominion of  
Canada, trader, Plaintiff ; against the goods and lands  
of **CHARLES McGRAIL, SENIOR,** heretofore of the

ci-devant du village de Roxton Falls, mais maintenant résidant dans la ville de Waterloo, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce lot de village ou emplacement sis et situé dans le village de Roxton Falls, dans le comté de Shefford, et district de Bedford, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent soixante et treize (373), des plan et livre de renvoi officiels du dit village de Roxton Falls—avec hôtel et autres bâtisses sus-érigés, comme étant la propriété du défendeur.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Roxton, à Roxton Falls, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le VINGT-DEUXIEME jour d'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour de septembre prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg 6 juin 1895. 2347-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

**FIERI FACIAS CONTRE MEUBLES ET IMMEUBLES.**

*Cour Supérieure—District de Bedford.*

Province de Québec, } DAME THERESE DOIRON, de la partie ouest  
District de Bedford. } No. 5520. } du canton de Farnham, dans le dit district, veuve de feu Pierre Goyette, en son vivant cultivateur, du même lieu, Demanderesse; contre les meubles et immeubles de GILBERT GOYETTE, ci-devant de la partie ouest du canton de Farnham, dans le dit district, mais maintenant absent dans des lieux inconnus, Défendeur.

1° Un lot de terre étant dans la partie ouest du canton de Farnham, contenant vingt arpents de terre en superficie, plus ou moins, formant partie du lot numéro quarante-trois (43), du septième rang du dit canton; borné à l'ouest par le morceau de terre ci-dessous décrit, à l'est par D. B. Meigs, au nord par Cléophas Deslauriers et au sud par J.-Bte Tourangeau—sans bâtisses.

2° Les seize vingtièmes indivis (16/20) et l'usufruit, la vie durant de la susdite demanderesse, des autres quatre vingtièmes (4/20) d'un morceau de terre sis et situé dans la partie ouest du canton de Farnham, contenant cinquante acres, plus ou moins, formant partie des lots numéros quarante-quatre, quarante-cinq et quarante-six (44, 45 et 46), du septième rang des lots du dit canton; borné à l'ouest par la rivière Yamaska, à l'est par la terre ci-dessus décrite, au nord par Cléophas Deslauriers, et au sud par J.-Bte Tourangeau—avec bâtisses sus-érigées, les dits deux morceaux de terre sont maintenant connus et désignés comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-douze (392), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham.

Le dit numéro trois cent quatre-vingt-douze (392) pour être vendu sujet au paiement et à la rente annuelle de soixante et quinze piastres à la dite demanderesse, le premier jour de mars de chaque année, sa vie durant; aussi de la chauffer et loger, lui fournissant un cheval et voiture convenable pour la saison lorsqu'elle en aura besoin, et un jardin engraisé et clôturé, et à la charge de laver son linge et lui fournir du lait frais durant l'été, le tout tel que mentionné dans un acte de donation de la dite demanderesse au dit défendeur, passé devant S. Noiseux, N. P., le seizième jour de septembre dix-huit cent soixante et seize.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Romuald de Farnham, dans la ville de Farnham et district de Bedford, le VINGTIEME (20e) jour de JUILLET prochain, à NEUF heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le septième jour d'août prochain.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 14 mai 1895. 2039-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

village de Roxton Falls, but now actually residing in the town of Waterloo, in the district of Bedford, Defendant.

That certain village lot or emplacement lying and situate in the village of Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, actually known and distinguished as being the lot number three hundred and seventy-three (373), of the official plan and book of reference of the said village of Roxton Falls—with hotel and other buildings thereon made and erected, as being the property of the defendant.

To be sold at the parish church door of Saint Jean Baptiste de Roxton, at Roxton Falls, in the county of Shefford and district of Bedford, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ is returnable on the seventh day of September next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 6th June, 1895. 2348  
[First published, 15th June, 1895.]

**FIERI FACIAS AGAINST GOODS AND LANDS.**

*Superior Court—District of Bedford.*

Province of Quebec, } DAME THERESE DOIRON, of the  
District of Bedford. } No. 5520. } west part of the town-

ship of Farnham, in said district, widow of the late Pierre Goyette, in his lifetime farmer, of the same place, Plaintiff; against the goods and lands of GILBERT GOYETTE, heretofore of the west part of the township of Farnham, in said district, but now absent and of parts unknown, Defendant.

1° A lot of land being in the west part of the township of Farnham, containing twenty arpents of land in superficies, more or less, forming part of lot number forty-three (43), of the seventh range of the said township; bounded on the west by the hereinafter described piece of land, on the east by D. B. Meigs, on the north by Cleophas Deslauriers, and on the south part by J. Bte. Tourangeau—without buildings.

2° The undivided sixteen twentieth (16/20) and the usufruct during the lifetime of the aforesaid plaintiff, of the other four twentieth (4/20) of a piece of land lying and situate in the west part of the township of Farnham, containing fifty acres, more or less, forming part of lot numbers forty-four, forty-five and forty-six (44-45 46), of the seventh range of lots of the said township; bounded on the west by the river Yamaska, on the east by the land firstly above described, on the north by Cleophas Deslauriers, and on the south by J. Bte. Tourangeau—with buildings thereon erected, the said two piece of land are now known and designated as being lot number three hundred and ninety-two (392), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Romuald of Farnham.

The said number three hundred and ninety-two (392), to be sold subject to and with the charge of the annual rent and payment of seventy-five dollars to the said plaintiff, on the first day of March of each year, during her lifetime; also heating and lodging for her, furnishing her with a horse and vehicle suitable for the season when needed, and a garden manured and enclosed, and with the charge of washing her linen and with supplying her with fresh milk during the summer, the whole as stipulated in a deed of donation from said plaintiff to said defendant, passed before S. Noiseux, N. P., on the sixteenth day of September, eighteen hundred and sixty-six.

To be sold at the parish church door of Saint Romuald de Farnham, in the town of Farnham and district of Bedford, on the TWENTIETH day of JULY next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the seventh day of August next.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 14th May, 1895. 2040  
[First published, 18th May, 1895.]

## Ventes par le Shérif—Iberville

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*  
Canada,  
Province de Québec, } **LE CREDIT FONCIER**  
District d'Iberville, } **FRANCO-CANADIEN**  
No. 2739. } corps politique et incorporé  
ayant son principal bureau  
d'affaires en les cité et district de Montréal, Deman-  
deur; contre les terres et tenements de **JULIEN**  
**LAMOUREUX**, fils, cultivateur et commerçant, de  
la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iber-  
ville, Défendeur, savoir :

1° Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Sébastien, dans le district d'Iberville, sous le numéro deux cent quarante-sept (No. 247); borné à l'est et au sud par Napoléon Roy ou représentants, au nord par André Lestage ou représentants, et à l'ouest par le chemin du rang des Lamoureux.

2° Les lots connus et désignés sous les numéros quatre cent trente et un, quatre cent trente-deux et quatre cent trente-quatre (Nos. 431, 432 et 434), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-George de Henryville, dans le district d'Iberville, formant une terre de la contenance d'environ cent quatre-vingt-seize arpents en superficie; bornée à l'est par le chemin de front du rang des Lamoureux, au sud par la ligne de division de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, et au nord par André Lestage ou représentants—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Sébastien susdite, le **SIXIEME** jour d'**AOUT** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi; et les lots en second lieu décrits, à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-George de Henryville, le dit **SIXIEME** jour d'**AOUT**, à **DEUX** heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le septième jour d'août prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 16 mai 1895. 2015-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

**MANDAT DU MAIRE.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*  
Canada,  
Province de Québec, } **LA VILLE DE SAINT-**  
District d'Iberville, } **JEAN**, corps politique  
No. 648. } et incorporé ayant son siège  
d'affaires en la ville de Saint-  
Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse; et  
**EDOUARD LANDRY**, ci-devant de la ville de  
Saint-Jean susdite, et maintenant absent de cette  
province, saisi, à savoir :

Un lot de terre situé au côté ouest de la rue Saint-Pierre, dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, de la contenance de soixante et douze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, connu sous le numéro

## Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Montreal.*  
Canada,  
Province of Quebec, } **LE CREDIT FON-**  
District of Iberville, } **CIER FRANCO-**  
No. 2739. } **CANADIEN**, body  
politic and corporated,  
having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **JULIEN LAMOUREUX**, jur., farmer and trader, of the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, Defendant, to wit :

1° A lot of ground known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Sébastien, in the district of Iberville, under the number two hundred and forty-seven (No. 247); bounded to the east and to the south by Napoléon Roy or representatives, to the north by André Lestage or representatives, and to the west by the road of the Lamoureux range.

2° The lots known and designated under the numbers four hundred and thirty-one, four hundred and thirty-two and four hundred and thirty-four (Nos. 431, 432 and 434), on the official plan and book of reference of the parish of Saint George de Henryville, in the district of Iberville, making a farm containing about one hundred and ninety-six arpents in superficies; bounded to the east by the fronting road of the Lamoureux range, to the south by the boundary line of the parish of Saint George de Clarenceville, and to the north by André Lestage or representatives—with the buildings thereon erected.

To be sold, lot firstly described, at the parochial church door of the parish of Saint Sébastien aforesaid, on the **SIXTH** day of **AUGUST** next, at **ELEVEN** of the clock in the forenoon; and the lots secondly described, at the parochial church door of the parish of Saint George de Henryville aforesaid, on the said **SIXTH** day of **AUGUST**, at **TWO** of the clock in the afternoon. Said writ returnable on the seventh day of August next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 16th May, 1895. 2016  
[First published, 18th May, 1895.]

**MAYOR'S WARRANT.**

*Superior Court—District of Iberville.*  
Canada,  
Province of Quebec, } **THE TOWN OF SAINT**  
District of Iberville, } **JOHNS**, body politic  
No. 648. } and corporated, having its  
place of business in the town  
of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff; and **EDOUARD LANDRY**, heretofore of the town of Saint Johns aforesaid, and now absent from this province, seized, to wit :

A lot of land situated on the west side of Saint Peter street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, containing seventy-two feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, more or less, known and designated on the official

neuf cent onze (No. 911), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le mandat rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Saint-Jean, 14 mai 1895. 2011-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

VENTIONNI EXPONAS.

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } A CORPORATION DE  
No. 64. } LA VILLE DE SAINT-  
JEAN, Demanderesse ; vs. LA SUCCESSION DE  
FEU LOUIS DECELLES, Défenderesse.

1° Un lot et demi de terre situé au côté est de la rue Duchêne, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean, sous les numéros trois cent quatre-vingt-sept et trois cent quatre-vingt-huit (Nos. 387 et 388)—avec les bâtisses y érigées.

2° Un demi-lot de terrain situé au côté nord de la rue Saint-Charles, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro six cent (No. 600), aux dits plan et livre de renvoi—avec les bâtisses y érigées.

3° Six lots de terre situés au côté est de la rue Allan, en la dite ville de Saint-Jean, connus et désignés aux dits plan et livre de renvoi respectivement sous les numéros huit cent quatre-vingt-neuf, huit cent quatre-vingt-douze, huit cent quatre-vingt-treize, huit cent quatre-vingt-seize, huit cent quatre-vingt-dix-sept et neuf cent (Nos. 889, 892, 893, 896, 897 et 900)—avec bâtisses.

4° Un demi-lot de terre situé au côté nord de la rue Lemoine, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro sept cent quarante-quatre (No. 744), aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses y érigées.

5° Un lot de terre situé au côté est de la rue Champlain, en la dite ville de Saint-Jean, connu et désigné sous le numéro cent quatorze (No. 114), aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec deux maisons et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus à mon bureau, dans le palais de justice, en la ville de Saint-Jean susdite, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET courant, à MIDI. Le dit bref rapportable le vingt-huitième jour d'août prochain.

CHAS. ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Saint-Jean, 3 juillet 1895. 2637-2  
[Première publication, 6 juillet 1895.]

MANDAT DU MAIRE.

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Canada, }  
Province de Québec, } LA VILLE DE SAINT-  
District d'Iberville, } JEAN, corps politique  
No. 110. } et incorporé ayant son siège  
d'affaires en la ville de Saint-  
Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse ;  
et DEMOISELLES MARY SLAVIN et ELIZABETH  
JANE SLAVIN, de la dite ville de Saint-  
Jean, Saisies, à savoir :

Trois emplacements étant respectivement connus sous les numéros mille six, mille sept et mille soixante et un (Nos. 1006, 1007 et 1061), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville ; bornés en front vers le nord par la rue Saint-Jacques, en profondeur vers le sud par les numéros mille huit et mille soixante, des dits plan et livre de renvoi, d'un côté vers l'est par la rue Ouest, et de l'autre côté vers l'ouest par le ruisseau Jackwood, contenant chacun des dits

plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the number nine hundred and eleven (No. 911)—without buildings.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said warrant returnable on the thirtieth day of July next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Saint Johns, 14th May, 1895. 2012  
[First published, 18th May, 1895.]

VENTIONNI EXPONAS.

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } THE CORPORATION OF  
No. 64. } THE TOWN OF SAINT  
JOHNS, Plaintiff ; vs. THE ESTATE OF THE  
LATE LOUIS DECELLES, Defendant.

1° A lot and half of land situate on the east side of Duchêne street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns, under the numbers three hundred and eighty-seven and three hundred and eighty-eight (Nos. 387 and 388)—with buildings thereon erected.

2° Half a lot of land situate on the north side of Saint Charles street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number six hundred (No. 600), on the said plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

3° Six lots of land situated on the east side of Allan street, in the said town of Saint Johns, known and designated on the said plan and book of reference respectively under the numbers eight hundred and eighty-nine, eight hundred and ninety-two, eight hundred and ninety-three, eight hundred and ninety-six, eight hundred and ninety-seven and nine hundred (Nos. 889, 892, 893, 896, 897 and 900)—without buildings.

4° Half a lot of land situated on the north side of Lemoine street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number seven hundred and forty-four (No. 744), on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected.

5° A lot of land situated on the east side of Champlain street, in the said town of Saint Johns, known and designated under the number one hundred and fourteen (No. 114), on the said official plan and book of reference—with two houses and other buildings thereon erected.

To be sold in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the TWENTY-NINTH day of JULY instant, at NOON. Said writ returnable on the twenty-eighth day of August next.

CHAS. ARPIN,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Saint Johns, 3rd July, 1895. 2638  
[First published, 6th July, 1895.]

MAYOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Iberville.*

Canada, }  
Province of Québec, } THE TOWN OF SAINT  
District of Iberville, } JOHNS, body politic  
No. 110. } and incorporated having its  
place of business in the town  
of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ;  
and MISSES MARY SLAVIN and ELIZABETH  
JANE SLAVIN, of the said town of Saint Johns,  
Seized, to wit :

Three emplacements being respectively known under the numbers one thousand and six, one thousand and seven and one thousand and sixty-one (Nos. 1006, 1007 and 1061), on the official plan and book of reference of the town of Saint Johns, in the district of Iberville ; bounded in front towards the north by Saint James street, in depth towards the south by the numbers one thousand and eight and one thousand and sixty, of the said official plan and book of reference, on one side towards the east by

lots soixante et douze pieds de front par cent quarante-quatre pieds de profondeur, plus ou moins—sans bâtisses.

Pour être vendus en un seul et même lot, en mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi. Le dit mandat rapportable le trentième jour de juillet prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 14 mai 1895. 2013-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District d'Iberville.*

Saint-Jean, à savoir : } ROBERT PEEL McGINNIS, gentilhomme, de la ville et du district d'Iberville, et RICHARD C. MONTGOMERIE, gentilhomme, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de feu William McGinnis, suivant les dispositions du testament olographe de ce dernier, dûment vérifié et enregistré, Demandeurs ; contre les terres et tenements de WILLIAM BLACKALL, ci-devant cultivateur, de la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, et maintenant absent de cette province, Défendeur, savoir :

Une terre située au côté sud-est du chemin du rang des Soixante, en la paroisse de Saint-Alexandre, dans le district d'Iberville, de la contenance d'un arpent et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Alexandre, sous le numéro dix-neuf (No. 19).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Alexandre susdite, le NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de septembre prochain.

CHAS ARPIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 12 juin 1895. 2363-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

**Ventes par le Shérif—Joliette**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Brof.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.*

Joliette, à savoir : } LEON DESROCHES, cultivateur, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre JOSEPH COUTU, du même lieu.

1° Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-Félix de Valois, étant partie du lot numéro trente-huit (38), du cadastre officiel pour la dite

West street, and on the other side towards the west by the brook Jackwood, each of the said lots containing seventy-two feet in front by one hundred and forty-four feet in depth, more or less—without buildings.

To be sold in one and only lot in my office, in the court house, in the town of Saint Johns aforesaid, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at HALF PAST ELEVEN of the clock in the forenoon, Said warrant returnable on the thirtieth day of July next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 14th May, 1895. 2014  
[First published, 18th May, 1895.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } ROBERT PEEL McGINNIS, gentleman, of the town and district of Iberville, and RICHARD C. MONTGOMERIE, gentleman, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, both in their capacity of testamentary executors of the late William McGinnis, according to the dispositions of the holograph will of the latter, duly probated and registered, Plaintiffs ; against the lands and tenements of WILLIAM BLACKALL, heretofore farmer, of the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, and now absent from this province, Defendant, to wit :

A farm situated on the south east side of the road of the Soixante range, in the parish of Saint Alexandre, in the district of Iberville, containing one arpent and half in width by thirty arpents in depth, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Alexandre, under the number nineteen (No. 19.)

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Alexandre aforesaid, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable on the fourteenth day of September next.

CHAS ARPIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Saint Johns, 12th June, 1895. 2364  
[First published, 15th June, 1895.]

**Sheriff's Sales—Joliette**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, or other oppositions to the sale, except in cases of Venditioni Exponas, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions afin de conserver may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.*

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.*

Joliette, to wit : } LEON DESROCHES, farmer, No. 2647. } of the parish of Saint-Gabriel de Brandon, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against JOSEPH COUTU, of the same place.

1° A land situate and being in the said parish of Saint Félix de Valois, being part of lot number thirty-eight (38), of the official cadastre for the said

paroisse de Saint-Félix de Valois—avec une maison dessus érigée.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félix de Valois, le NEUVIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le quatorzième jour de septembre prochain.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 8 juillet 1895. 2685

[Première publication, 13 juillet 1895.]

### Ventes par le Shérif—Montmagny

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toute oppositions afin d'amuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

Province de Québec, } LA FONDERIE DE  
District d'Arthabaska. } PLESSISVILLE, cor-  
No. 8. } poration légalement instituée et ayant son principal bureau et place d'affaires à Plessisville, dans le district d'Arthabaska; contre LOUIS FOURNIER, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, cultivateur, savoir :

Un terrain de forme irrégulière situé en la deuxième concession au sud de la Rivière-du-Sud, de la paroisse de Saint-Thomas de Montmagny, et connu sous le numéro cinq cent quarante (540), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas—avec un moulin à scie et un moulin à farine et toutes leurs appartenances et dépendances, et maison et autres bâtisses dessus construites.

A la charge de la rente de Monique Lemieux, veuve de Alexis Fournier, fixée dans l'acte de donation consenti par Louis et Adéard Fournier, le 30 juillet 1879, devant M<sup>re</sup> Nap. Michaud, notaire.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'aout aussi prochain.

J. B. A. LEPINE,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montmagny, 10 juin 1895. 2343-2

[Première publication, 15 juin 1895.]

VENDITIONI EXPONAS.

*Cour Supérieure.*

Canada, } PHILEAS BELANGER,  
Province de Québec, } de la paroisse de l'Islet,  
District de Québec. } menuisier; contre FLA-  
No. 1794. } VIEN BOUCHER, de la paroisse de l'Islet, cultivateur, savoir :

1° Une terre située sur le premier rang de la paroisse de l'Islet, et connue sous le numéro trente-neuf (39), du cadastre officiel de l'Islet—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Un lot de terre situé au premier rang de la paroisse de l'Islet, et connu sous le numéro quarante-trois (43), du cadastre officiel de l'Islet.

3° Un terrain situé même rang, même paroisse,

parish of Saint-Félix de Valois—with a house thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Félix de Valois, on the NINTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the fourteenth day of September next.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Joliette, 8th July, 1895. 2686

[First published, 13th July, 1895.]

### Sheriff's Sales—Montmagny

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'amuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

Province of Québec, } LA FONDERIE DE  
District of Arthabaska. } PLESSISVILLE, a  
No. 8. } body legally incorporated and having its principal place of business at Plessisville, in the district of Arthabaska; against LOUIS FOURNIER, of the parish of Saint-Thomas de Montmagny, farmer, to wit :

A lot of land of irregular outline, in the second concession south of River du Sud, in the parish of Saint-Thomas de Montmagny, and known as number five hundred and forty (540), of the official cadastre of the parish of Saint-Thomas—with a saw mill and a flour mill and all their appurtenances and dependencies, and a house and outbuildings thereon erected.

To the charge of the rent of Monique Lemieux, widow of Alexis Fournier, fixed in the deed of gift from Louis and Adéard Fournier, on the 30th of July, 1879, before M<sup>re</sup> Nap. Michaud, notary.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Thomas, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of August also next.

J. B. A. LEPINE,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montmagny, 10th June, 1895. 2344

[First published, 15th June, 1895.]

VENDITIONI EXPONAS.

*Superior Court.*

Canada, } PHILEAS BELANGER,  
Province of Québec, } of the parish of l'Islet,  
District of Québec. } joiner; against FLAVIEN  
No. 1794. } BOUCHER, of the parish of l'Islet, farmer, to wit :

1° A land situate in the first range of the parish of l'Islet, and known as number thirty-nine (39), of the official cadastre of l'Islet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2° A lot of land situate in the first range of the parish of l'Islet, known as number forty-three (43), of the official cadastre of l'Islet.

3° A lot situate in the same range, same parish,

et connu sous le numéro trente-neuf A (39A), du cadastre officiel de l'Islet.

4° Une terre située sur le deuxième rang de la paroisse de l'Islet, et connue sous le numéro six cent quatre-vingt-cinq (685), du cadastre officiel de l'Islet.

5° Une terre située sur le deuxième rang de la paroisse de Saint-Eugène, connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), du cadastre officiel de Saint-Eugène.

Pour être vendus, les lots 1, 2, 3, 4 et 5, aux charges, clauses et conditions mentionnées dans l'acte de donation passé à l'Islet par Louis Paul Boucher à Flavien Pacific Boucher, devant C. Leclerc, notaire, le quinze avril mil huit cent quatre-vingt-quatorze, et dûment enregistré suivant jugement rendu en cette cause à Québec, le vingtième jour de juin 1895.

Pour être aussi vendus les lots 1, 4 et 5, aux charges clauses et conditions mentionnées dans l'acte de donation passé à l'Islet par Pierre Boucher à Louis Paul Boucher, devant Abraham Larue et confrère, notaires, le vingt-trois juillet mil huit cent trente quatre, dûment enregistré et suivant jugement rendu en cette cause à Québec, le vingt-unième jour de juin 1895.

Pour être vendus, les lots 1, 2, 3 et 4, à la porte de l'église de l'Islet, à DIX heures avant-midi; et le lot No. 5, à DEUX heures après-midi, à la porte de l'église de Saint-Eugène, LUNDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, mil huit cent quatre-vingt-quinze. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de septembre prochain.

J. B. A. LEPINE, Shérif.

Bureau du Shérif,  
Montmagny, 29 juin 1895.

Shérif,  
2605-2

[Première publication, 6 juillet 1895.]

known as number thirty-nine A (39A), of the official cadastre of L'Islet.

4° A land situate in the second range of the parish of L'Islet, and known as number six hundred and eighty-five (685), of the official cadastre of L'Islet.

5° A land situate in the second range of the parish of Saint Eugène, known as number two hundred and eighty-two (282), of the official cadastre of Saint Eugène.

To be sold, lots 1, 2, 3, 4 and 5, subject to the charges, clauses and stipulations mentioned in the deed of gift passed at L'Islet by Louis Paul Boucher to Flavien Pacific Boucher, before C. Leclerc, notary, on the fifteenth day of April, one thousand eight hundred and ninety-four, duly registered and according to a judgment rendered in this cause at Quebec, on the twentieth day of June, 1895.

To be sold, lots 1, 4 and 5, subject to the charges, clauses and stipulations mentioned in the deed of gift passed at L'Islet by Pierre Boucher to Louis Paul Boucher, before Abraham Larue and colleague, notaries, on the twenty-third day of July, one thousand eight hundred and thirty-four, duly registered and according to a judgment rendered in this cause on the twenty-first day of June, 1895.

To be sold, lots 1, 2, 3 and 4, at the church door of L'Islet, at TEN of the clock in the forenoon; and lot No. 5, at the door of the church of Saint Eugène, at TWO of the clock in the afternoon, MONDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY next, one thousand eight hundred and ninety-five. Said writ returnable the eighteenth day of September next.

\* J. B. A. LEPINE, Sheriff.

Sheriff's Office,  
Montmagny, 29th June, 1895.

Sheriff,  
2606

[First published, 6th July, 1895.]

## Ventes par le Shérif—Montréal

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

### VENDITIONI EXPONAS.

Montréal, à savoir: } **AZARIE BRODEUR**, tailleur, des cité et district de Montréal, en sa qualité de tuteur de Evelina Aldina et Hector Brodeur, enfants mineurs issus du mariage de feu Christostôme Brodeur, de son vivant marchand, de Varennes, dit district, et de feu Dame Rose Delima Choquette, J. Pantaléon Beauchamp, employé civil, du même lieu, en sa qualité de tuteur d'Arca Beauchamp, enfant mineure née du second mariage de la dite feu Dame Rose Delima Choquette et de Félix Beauchamp, bourgeois, de Varennes, dit district, Henri Brodeur, soldat régulier de l'armée américaine, de Newport, dans l'Etat du Rhode-Island, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Azarie Choquette, pharmacien, de la ville de Lawrence, dans l'Etat du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Eliza Brodeur, en religion Sœur Lucien, religieuse de la communauté des Sœurs de la Providence, fille majeure et usant de

## Sheriff's Sales—Montreal

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

### VENDITIONI EXPONAS.

Montreal, to wit: } **AZARIE BRODEUR**, tailor, No. 2317. } of the city and district of Montreal, in his quality of tutor appointed to Evelina Aldina and Hector Brodeur, minor children issued from the marriage of the late Christostôme Brodeur, in his lifetime merchant, of Varennes, said district, and of the late Dame Rose Delima Choquette, J. Pantaléon Beauchamp, civil employee, of the same place, in his quality of tutor appointed to Arca Beauchamp, minor child issued from the second marriage of the said late Dame Rose Delima Choquette and of Félix Beauchamp, gentleman, of Varennes, said district, Henri Brodeur, regular soldier of american army, of Newport, in the Rhode Island State, one of the United States of America, Azarie Choquette, apothecary, of the town of Lawrence, in the Massachusetts State, one of the United States of America, Eliza Brodeur, *en religion Sœur Lucien*, nun of the Communauté des Sœurs de la

ses droits, de la ville d'Olympia, dans l'Etat de Washington, l'un des États-Unis d'Amérique, Dame Hermine Brunet, de Montréal susdit, veuve de feu Henri Choquette, en son vivant médecin, du même lieu, en sa qualité d'exécutrice testamentaire du dit feu Henri Choquette, Dame Delphine Laurent, de Montréal susdit, veuve de feu Henri Choquette, père, en son vivant bourgeois, du même lieu, Dame Zoé Choquette, du même lieu, épouse séparée de biens de Bruno Lalumière, bourgeois, du même lieu, ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Octavie Choquette, du même lieu, épouse séparée de biens de Victor Durand, menuisier, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Dame Fanny Choquette, du même lieu, épouse séparée de biens de Jean-Baptiste Alfred Alarie, agent d'assurance, du même lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; la dite Evelina Brodeur, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, Demanderesse par reprise d'instance; contre les terres et tenements de JOSEPH LOUIS BARRE, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Un lopin de terre situé en la Côte Saint-Laurent, en la paroisse Saint-Laurent, dans le district de Montréal, faisant partie du lot numéro deux mille six cent vingt neuf (2629), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse Saint-Laurent, et étant la partie sud du susdit lot de terre; contenant à peu près, le dit lopin de terre, vingt arpents en superficie, et de forme irrégulière, sans aucune garantie de mesure précise, enfermée dans les limites qui suivent et comprenant cette partie sud du susdit lot qui part du trait carré qui sépare ce lot de terre d'un nommé Comte ou représentants, et qui va en descendant se dirigeant dans le nord jusqu'au premier travers de pierre avoisinant le dit lopin de terre sur la terre ou lot de sieur Jérémie Montpellier dit Beaulieu, tenant d'un côté au nord-est à Lionais *et al.*, ou représentants, d'autre côté à Messieurs Vervais et Gauthier, la plus grande partie en bois debout—avec maison en bois dessus construite.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Laurent, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Un dépôt de deux cents piastres sera requis de chaque enchérisseur lors de sa première enchère. Le dit bref rapportable le douzième jour d'août prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. Shérif. 2677  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

FIERI FACIAS.  
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } WILLIAM DINNISS  
No. 242. } ANDERSON, de la  
cité de Montréal, fabricant de modèle, Demandeur; contre les terres et tenements de DAME HARRIET CLIFFORD, des cité et district de Montréal, veuve de feu William G. Rowan, en son vivant du même lieu, signaliste, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Agnes, James, John, Ellen, Edward, Lola Clifford et Olive, issus du mariage du dit William G. Rowan avec la dite Dame Harriet Clifford son épouse, et William Rowan, du même lieu, homme de cour, Défendresse.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs, *ès nom et qualité.*

Un lot de terre ou emplacement sis et situé en la cité de Montréal, en le quartier Saint-Gabriel; borné en front par la rue Liverpool, connu et désigné comme subdivision vingt (20), du lot numéro trois mille deux cent trente-neuf (3239), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec une maison en bois et brique à deux étages et une remise dessus construite—

Providence, spinster using of her rights, of the town of Olympia, in the State of Washington, one of the United States of America, Dame Hermine Brunet, of Montreal aforesaid, widow of the late Henri Choquette, in his lifetime physician, of the same place, in her quality of testamentary executrix of the said late Henri Choquette, Dame Delphine Laurent, of Montreal aforesaid, widow of the late Henri Choquette, senior, in his lifetime gentleman, of the same place, Dame Zoé Choquette, of the same place, wife separated as to property of Bruno Lalumière, gentleman, of the same place, and this last to authorize his said wife for the present, Dame Octavie Choquette, of the same place, wife separated as to property of Victor Durand, joiner, of the same place, and this last to authorize his said wife for the presents, Dame Fanny Choquette, of the same place, wife separated as to property of Jean Baptiste Alfred Alarie, insurance agent, of the same place, and this last to authorize his said wife for the presents; the said Evelina Brodeur, spinster using of her rights, of the city and district of Montreal, Plaintiff by *reprise d'instance*; against the lands and tenements of JOSEPH LOUIS BARRE, of the city and district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate in the Côte Saint Laurent, in the parish Saint Laurent, in the district of Montreal, forming part of lot number two thousand six hundred and twenty-nine (2629), of the official plan and in the book of reference of the said parish Saint Laurent, and being the south part of the said lot of land; containing about, the said lot of land, twenty arpents in superficies and of irregular outline, without guarantee as to the precise measurement, enclosed in the following limits and comprising that south part of the said lot which starts from the division line between this lot of land and the lot of Comte, so called, or representatives, going towards the low part in the north direction as far as the first stone crossing near the said lot of land on the land or lot of Sieur Jérémie Montpellier dit Beaulieu, joining on one side to the north east to Lionais *et al.*, or representatives, on the other side to Messieurs Vervais and Gauthier, the most part in wood— together with wooden house thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Laurent, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. A deposit of two hundred dollars will be required from every bidder at his first bid. The said writ returnable on the twelfth day of August next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1895. Sheriff. 2678  
[First published, 13th July, 1895.]

FIERI FACIAS.  
District of Montreal.

Montreal, to wit: } WILLIAM DINNISS AN-  
No. 242. } DERSON, of the city of  
Montreal, pattern maker, Plaintiff; against the lands and tenements of DAME HARRIET CLIFFORD, of the city and district of Montreal, widow of William G. Rowan, in his lifetime of the same place, signalman, as well personally as in her quality of tutrix to her minor children Agnes, James, John, Ellen, Edward, Lola Clifford and Olive, issue of the marriage of the said William G. Rowan with the said Dame Harriet Clifford his wife, and William Rowan, of the same place, yardman, Defendant.

Seized as belonging to the said defendants *ès nom et qualité.*

A lot of land situate in the city of Montreal, in Saint Gabriel ward; bounded in front by Liverpool street, known and designated as subdivision twenty (20), of lot number three thousand two hundred and thirty-nine (3239), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with a two storey wooden and brick house and a shed thereon erected, and with the

tes, et avec le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit lot en commun avec tous autres y ayant droit, et sujets au maintien de la dite ruelle en bon ordre et condition en commun avec tous autres ayant un droit à la dite ruelle.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-unième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. 2671  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME DELIMA ROUIL-  
No. 754. } LARD, de la ville de  
Manchester, l'un des États-Unis d'Amérique, veuve  
de Ernest Girard, en son vivant agent de chemin de  
fer, de Iron Mountain, Etat de Michigan, Deman-  
deresse ; contre les terres et tenements de PIERRE  
ARCHAMBAULT, cultivateur, de la paroisse de  
Saint-Vincent-de-Paul, dans le district de Montréal,  
Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la paroisse de  
Saint-Vincent-de-Paul, dans le district de Montréal,  
connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels  
de la dite paroisse, sous le numéro trois cent trente-  
sept.

2° Un lot de terre situé au même lieu, formant  
partie du lot officiel numéro trois cent quarante, de  
la dite paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, faisant  
front sur le chemin allant à Terrebonne ; borné  
d'un côté par le lot No. 342, du dit plan, de l'autre  
côté par une partie du dit lot numéro trois cent  
quarante, appartenant à un nommé L. A. Drapeau,  
en arrière par le lot No. 102, de la paroisse de  
Saint-François-de-Salle.

3° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de  
Saint-Vincent-de-Paul, connu et désigné aux plan  
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous  
le numéro quatre cent soixante et quinze.

4° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de  
Saint-Vincent-de-Paul, connu et désigné aux plan  
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme  
lot numéro trois cent soixante et huit.

5° Un lot de terre situé dans la dite paroisse de  
Saint-Vincent-de-Paul, connu et désigné aux plan  
et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme  
lot officiel numéro cinq cent vingt-neuf.

Pour être vendus à la porte de l'église de la  
paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, le QUATOR-  
ZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX  
heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le  
huitième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. 2667  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } CHARLES HENRI ALEX.  
No. 257. } GUIMOND, des cité et  
district de Montréal, banquier, Demandeur ; contre  
les terres et tenements de JOHN MUNRO ET  
WILLIAM MUNRO, tous deux de la cité de Sainte-  
Cunégonde de Montréal, district de Montréal,  
Défendeurs.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, Wil-  
liam Munro, l'un des dits défendeurs, les immeubles  
suivants, savoir :

1° La moitié indivise d'un lot de terre sis et situé  
dans la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal ;  
borné en front par l'avenue Atwater, connu et dési-  
gné sous le numéro cent vingt-deux (No. 122), de la  
subdivision officielle du numéro trois cent quatre-  
vingt-six (No. 386-122), des plan et livre de renvoi  
officiels de la municipalité de la paroisse de Mont-  
réal—et les bâtisses dessus construites.

right of passage in the lane in rear of said lot in  
common with all the others entitled, and subject to  
the obligation of keeping the said lane in good order  
and condition in common with all others having a  
right to the said lane.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at  
ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ  
returnable on the twenty-first day of September  
next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 10th July, 1895. 2672  
[First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME DELIMA ROUIL-  
No. 754. } LARD, of the town of  
Manchester, one of the United States of America,  
widow of Ernest Girard, in his lifetime railway  
agent, of Iron Mountain, State of Michigan, Plain-  
tiff ; against the lands and tenements of PIERRE  
ARCHAMBAULT, farmer, of the parish of Saint  
Vincent de Paul, in the district of Montreal,  
Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint  
Vincent de Paul, in the district of Montreal, known  
and distinguished on the official plan and in the  
book of reference of said parish, under the number  
three hundred and thirty-seven.

2° A lot of land situate in the same place, form-  
ing part of lot official number three hundred and  
forty, of the said parish of Saint Vincent de Paul,  
fronting on the road going to Terrebonne ; bounded  
on one side by lot No. 342, of the said plan, on the  
other side by a portion of said lot number three  
hundred and forty, belonging to one L. A. Drapeau,  
in rear by lot No. 102, of the parish of Saint  
François de Salle.

3° A lot of land situate in the said parish of Saint  
Vincent de Paul, known and distinguished on the  
official plan and book of reference of said parish,  
as number four hundred and seventy-five.

4° A lot of land situate in said parish of Saint  
Vincent de Paul, known and distinguished on the  
official plan and book of reference of said parish,  
as lot number three hundred and sixty-eight.

5° A lot of land situate in the said parish of Saint  
Vincent de Paul, and known and distinguished on  
the official plan and book of reference of said parish,  
as lot official number five hundred and twenty-nine.

To be sold at the parochial church door of the  
parish of Saint Vincent de Paul, on the FOUR-  
TEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of  
the clock in the forenoon. The said writ returnable  
on the eighth day of October next.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montréal, 10th July, 1895. 2668  
[First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } CHARLES HENRI ALEX.  
No. 257. } GUIMOND, of the city and  
district of Montreal, banker, Plaintiff ; against the  
lands and tenements of JOHN MUNRO AND WIL-  
LIAM MUNRO, both of the city of Sainte-Cuné-  
gonde de Montréal, district of Montreal, Defen-  
dants.

Seized as belonging to the said defendant, Wil-  
liam Munro, one of the said defendants, the follow-  
ing immovable property, to wit :

1° The undivided half of a lot of land situate  
and being in the city of Sainte-Cunégonde de Mont-  
réal ; bounded in front by Atwater avenue, known  
and designated as number one hundred and twenty-  
two (No. 122), of the official subdivision of lot num-  
ber three hundred and eighty-six (No. 386-122), of  
the official plan and book of reference of the muni-  
cipality of the parish of Montreal—and the buildings  
thereon erected.

2° La moitié indivise d'un autre lot de terre sis et situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Antoine, connu et désigné sous le numéro cent vingt et un (No. 121), de la subdivision officielle du lot numéro trois cent quatre-vingt-six (No. 386-121), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—sans bâtisses.

Pour être vendues en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable le huitième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. [Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*Cour de Circuit pour le district de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LOUIS CHAILLE, journalier, de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de LOUIS NORMANDEAU, contre-maître, de Montréal, et Joseph Bonin, du même lieu, et ce dernier en sa qualité de conseil judiciaire au dit Louis Normandeau pour l'autoriser aux présentes, mis en cause.

Saisi en les mains du dit mis en cause la jouissance et usufruit dans la moitié indivise d'un lot de terre situé dans le quartier Centre de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Centre, sous le numéro trois (3)—avec les bâtisses dessus construites ; borné en front par la rue des Commissaires ; cette jouissance est en vertu des testaments solennels de Joseph Normandeau et de Dame Thérèse Deleigue, faits et passés à Montréal, le 1er août 1831, devant Mre Thos Bedouin, notaire, et son confrère G. Pelletier, et aussi en vertu d'un acte de partage des biens des susdits deux testaments faits le 13 octobre 1845, à Montréal, devant Mre C. A. Brault, notaire, et son confrère.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-septième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. [Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOHN F. BERMINGHAM, cultivateur, du Coteau du Lac, dans le district de Montréal, et ALBERT DAUTH, médecin vétérinaire, du même lieu, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Patrick Bermingham, en son vivant du même lieu, Demandeurs ; contre les terres et tenements de OVIDE BRABANT, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marthe, dans le district de Montréal, l'un des Défendeurs dans la dite cause, CHARLES BRABANT, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marthe, dans le district de Montréal, est l'autre Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Ovide Brabant, les immeubles suivants, savoir :

1° La moitié indivise du lot de terre connu et désigné sur les plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, situé dans le rang appelé Petit Sainte-Julie, de la dite paroisse ; de la moitié côté ouest, le dit lot numéro soixante et douze (No. 72), de figure irrégulière ; borné au nord-est par les numéros quatre-vingt-douze, quatre-vingt-quatorze et quatre-vingt-quinze (Nos. 92, 94 et 95), des susdits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, au sud-ouest par la ligne limitative entre la paroisse de Sainte-Marthe et la paroisse de Sainte-Justine de Newton, au sud-est par le numéro soixante et onze (No. 71), des susdits plan et livre

2° The undivided half of another lot of land situate and being at the same place ; bounded in front by Saint Antoine street, known and designated as number one hundred and twenty-one (No. 121), of the official subdivision of lot number three hundred and eighty-six (No. 386-121), of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon. The said writ returnable on the eighth day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1895. [First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*Circuit Court for the district of Montreal.*

Montréal, to wit : } LOUIS CHAILLE, laborer, No. 118. } of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of LOUIS NORMANDEAU, foreman, of Montreal, and Joseph Bonin, of the same place, this latter in his quality of judicial adviser to the said Louis Normandeau to authorize him herein a party to this suit.

Seized in the hands of the said party to this suit, the enjoyment and usufruct in the undivided half of a lot of land situate in Centre ward of the city of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said Centre ward, as number (3)—with the buildings thereon erected ; bounded in front by Commissioners street ; this usufruct is created under the last wills and testaments of Joseph Normandeau and of Dame Thérèse Deleigue, made and executed at Montreal, on the 1st of August, 1831, before Mre Thos. Bedouin, notary, and his colleague G. Pelletier, and also in virtue of a deed of partition of the property under the said two wills made on the 13th of October, 1845, at Montreal, before Mre C. A. Brault, notary, and his colleague.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-seventh day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1895. [First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montréal, to wit : } JOHN F. BERMINGHAM, No. 2433. } farmer, of Coteau du Lac, in the district of Montreal, and ALBERT DAUTH, veterinary surgeon, of the same place, in his quality of curator to the substitution created by the will and testament of the late Patrick Bermingham, in his lifetime of the same place, Plaintiffs ; against the lands and tenements of OVIDE BRABANT, farmer, of the parish of Sainte-Marthe, in the district of Montreal, one of the Defendants in the said suit, CHARLES BRABANT, farmer, of the parish of Sainte-Marthe, in the district of Montreal, is the other Defendant.

Seized as belonging to the said Ovide Brabant, the following immovable property, to wit :

1° The undivided half of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Marthe, in the county of Vaudreuil, situate in the range called Petit Sainte-Julie, of the said parish ; of the half of the west side, said lot number seventy-two (No. 72), of irregular outline ; bounded on the north east by numbers ninety-two, ninety-four and ninety-five (Nos. 92, 94 and 95), of the said official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marthe, on the south west by the boundary line between the parish of Sainte-Marthe and the parish of Sainte-Justine de Newton, on the south east by number seventy-one (No. 71), of the said

de renvoi, contenant le lot en superficie environ neuf arpents et dix perches, plus ou moins.

2° Une terre sise et située au côté sud de la Côte Sainte-Marie, en la dite paroisse de Sainte-Marthe, connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Marthe, sous le numéro quatre-vingt-quatorze (No. 94); bornée au nord-est en front par un chemin public, au sud-ouest par le lot numéro soixante et douze (No. 72), au nord-ouest par le lot numéro quatre-vingt-douze (No. 92), au sud-est par le lot numéro quatre-vingt-quinze (No. 95), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, mesurant en front trois arpents et trois pieds, en profondeur vingt arpents et six perches, contenant en superficie soixante-deux arpents, quatorze perches et cent huit pieds, plus ou moins—avec bâtisses dessus érigées. Les deux lots formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. [Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **F**ERDINAND GUERIN, No. 244. } cultivateur, de la paroisse de Laprairie de la Madeleine, dans le district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de JOSEPH DENIGER, de la paroisse de Saint-Constant, dit district de Montréal, Défendeur.

Une terre sise et située au rang Saint-Régis, en la paroisse de Saint-Constant, dans le district de Montréal, de la contenance de cinquante arpents en superficie, plus ou moins; bornée en front par le chemin Saint-Régis, connue et désignée sous le numéro deux cent trois (No. 203), aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Constant—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Constant, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. [Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **T**HE STAR LIFE ASSURANCE SOCIETY, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires à Londres, en Angleterre, Demanderesse; contre les terres et tenements de THE QUEEN'S HOTEL COMPANY, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, présentement en liquidation volontaire, Défendresse, mentionné et décrit dans la cédule marquée A annexée au bref, à savoir :

1° Un morceau de terre situé dans le quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, formant partie du lot numéro sept cent dix-sept (No. 717), des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, contenant 39 pieds en front, trente-trois pieds et six pouces en arrière sur soixante et dix pieds de profondeur, et borné comme suit: en front au sud-est par la rue Saint-Jacques, d'un côté au nord-est par le résidu du dit lot sept cent dix-sept (717), maintenant formant partie de la rue Windsor, en arrière par la propriété ci-après décrite sous le numéro trois, et du côté sud-ouest par la partie ci-après décrite du lot officiel sept cent seize.

plan and book of reference; said lot containing in area about nine arpents and ten perches, more or less.

2° A land situate and being on the south side of the Côte Sainte Marie, in the said parish of Sainte Marthe, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, as number ninety-four (94); bounded on the north east in front by a public road, on the south west by lot number seventy-two (No. 72), on the north west by lot number ninety-two (No. 92), on the south east by lot number ninety-five (No. 95), of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Marthe, measuring in front three arpents and three feet, in depth twenty arpents and six perches, containing in area sixty-two arpents, fourteen perches and one hundred and eight feet, more or less—with buildings thereon erected. Said two lots being as one plot.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1895. [First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **F**ERDINAND GUERIN, No. 244. } farmer, of the parish of Laprairie de la Madeleine, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of JOSEPH DENIGER, of the parish of Saint Constant, said district, Defendant.

A land situate and being in the Saint Régis range, in the parish of Saint Constant, in the district of Montreal, containing fifty acres in area, more or less; bounded in front by the Saint Régis road, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Constant, as number two hundred and three (203)—with a house and outbuildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Constant, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montreal, 10th July, 1895. [First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **T**HE STAR LIFE ASSURANCE SOCIETY, a body politic and corporate having its principal place of business in London, in England, Plaintiff; against the lands and tenements of THE QUEEN'S HOTEL COMPANY, a body politic and corporate having its head office in the city of Montreal, presently in voluntary liquidation, Defendant, mentioned and described in the schedule marked A, to the writ annexed, to wit :

1° A piece of land situate in the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, forming part of lot number seven hundred and seventeen (No. 717), on the official plan and book of reference of the said ward, containing 39 feet in front, thirty-three feet and six inches in rear by seventy feet in depth, and bounded as follows: in front to the south east by Saint James street, on one side to the north east by the remainder of the said lot seven hundred and seventeen (717), now forming part of Windsor street, in rear by the property hereinafter described under the number third, and on the south west side by the portion next described, of official lot number seven hundred and sixteen.

2° Un morceau de terre formant partie du lot numéro sept cent seize, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, contenant quatre-vingt-cinq pieds et sept pouces en front, environ quatre-vingt-cinq pieds en arrière sur soixante et dix pieds de profondeur, et borné comme suit : en front au sud-est par la rue Saint-Jacques, d'un côté au nord-est par la partie du lot officiel sept cent dix-sept ci-dessus décrit, du côté sud-ouest par la rue Des Rivières, et en arrière par la partie du dit lot officiel numéro sept cent seize ci-après décrit.

3° Une lisière de terre de douze pieds de largeur sur la profondeur entre les rues Windsor et Des Rivières, et borné au bout nord-est par la rue Windsor, au bout sud-ouest par la rue Des Rivières, du côté sud-est par la partie des lots numéros sept cent seize et sept cent dix-sept ci-dessus décrits, et du côté nord-ouest par la partie du lot officiel numéro sept cent seize ci-après décrit.

4° Un morceau de terre formant partie du dit lot numéro sept cent seize, contenant trente et un pieds de largeur en front, trente pieds et quatre pouces de largeur en arrière sur quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, et borné comme suit : en front par la rue Des Rivières, en arrière par la partie du lot officiel numéro sept cent seize ci-après décrit, du côté sud-est par une lisière de douze pieds de largeur ci-dessus décrite, et du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot numéro sept cent seize, la propriété de la succession John W. Duffy.

5° Un autre morceau de terre formant partie du dit lot numéro sept cent seize, contenant vingt-trois pieds sept pouces en front, vingt-quatre pieds sept pouces en arrière sur une profondeur d'environ soixante pieds et sept pouces et demi ( $7\frac{1}{2}$ ), et bornée comme suit : en front au nord-ouest par l'avenue Des Rivières, en arrière par la lisière de douze pieds ci-dessus décrite, et du côté nord-ouest par la rue Windsor, et du côté sud-ouest par la partie du lot officiel numéro sept cent seize en quatrième lieu décrit et partie par la propriété de la succession John W. Duffy, le tout mesure anglaise, plus ou moins avec les bâtisses sus-érigées, consistant en une bâtisse en pierre et en brique servant d'hôtel et une bâtisse en briques employée ci-devant comme magasin et résidence mais maintenant formant partie de l'hôtel, une maison en briques divisée en deux logements et une maison lambrissée en briques divisée en deux logements.

Pous être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour d'octobre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Montréal, 10 juillet 1895. 2663  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } ARTHUR CHOLETTE,  
No. 24. } A écuyer, avocat, de la cité  
et du district de Montréal, Demandeur ; contre la  
terre mentionnée et décrite dans la cédule marquée A  
au dit bref annexé, de JOSEPH DAVID PILON,  
cultivateur, tant personnellement que pour autoriser  
sa femme, de la paroisse de Vaudreuil, district de  
Montréal, Marie Adeline Brasseur, du même lieu,  
épouse du dit Joseph David Pilon, Défendeur,  
maintenant entre les mains de Tancrède Moreau,  
écuyer, avocat et député protonotaire de la cour  
supérieure de la cité de Montréal, dument nommé  
curateur au délaissement fait par les défendeurs.

La moitié indivise d'une terre connue et désignée  
sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la  
paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, district de  
Montréal, comme étant le numéro mil sept cent  
quatre-vingt-sept (No. 1787), située au côté nord des  
Chenaux de la dite paroisse, contenant le dit lot

2° A piece of land forming part of lot number  
seven hundred and sixteen, on the official plan and  
book of reference of the Saint Antoine ward, con-  
taining eighty-five feet and seven inches in front,  
about eighty-five feet in rear by seventy feet in  
depth, and bounded as follows : in front to the  
south east by Saint James street, on one side to the  
north east by the portion of official lot seven hun-  
dred and seventeen, above described, on the south  
west side by Des Rivières street, and in rear by the  
portion of the said official lot number seven hundred  
and sixteen, next described.

3° A strip of land of twelve feet in width by the  
depth between Windsor and Des Rivières streets, and  
bounded on the north east end by Windsor street,  
on the south west end by Des Rivières street, on  
the south east side by the portion of lots numbers  
seven hundred and sixteen and seven hundred and  
seventeen above described, and on the north west  
side by the portion of official lot number seven hun-  
dred and sixteen, hereinafter described.

4° A piece of land forming part of the said lot  
number seven hundred and sixteen, containing  
thirty-one feet in width in front, thirty feet four  
inches in width in rear by ninety-five feet in depth,  
and bounded as follows : in front by Des Rivières  
street, in rear by the portion of official lot number  
seven hundred and sixteen next described, on the  
south east side by the strip of twelve feet in width  
herein before described, and on the north west side  
by another portion of the said lot number seven  
hundred and sixteen the property of the estate  
John W. Duffy.

5° Another piece of land forming part of the said  
lot number seven hundred and sixteen, containing  
twenty-three feet seven inches in front, twenty-four  
feet seven inches in rear by a depth of about sixty  
feet seven inches and half ( $7\frac{1}{2}$ ), and bounded as fol-  
lows : in front to the north west by Des Rivières  
avenue, in rear by the strip of twelve feet above  
described, and on the north east side by Windsor  
street, and on the south west side partly by the  
portion of official lot number seven hundred and six-  
teen, fourthly described, and partly by the property  
of the estate John W. Duffy, all the above measure-  
ments are english measure and are more or less—  
with the buildings thereon erected, consisting of a  
stone and brick building used as an hotel and a  
brick building formerly used as store and dwell-  
ing but now forming part of the hotel, a brick  
house divided into two tenements and a brick en-  
case house divided into two tenements.

To be sold at my office, in the city of Montreal,  
on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER next,  
at TEN of the clock in the forenoon. The said writ  
returnable on the third day of October next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Montreal, 10th July, 1895. 2664  
[First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } ARTHUR CHOLETTE,  
No. 24. } A esquire, advocate, of  
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against  
the lands and tenements mentioned and described  
in the schedule marked A annexed to the said writ,  
of JOSEPH DAVID PILON, farmer, as well per-  
sonally as to authorize his wife, of the parish of  
Vaudreuil, district of Montreal, Marie Adeline  
Brasseur, of the same place, wife of the said  
Joseph David Pilon, Defendant, now in the hands  
of Tancrède Moreau, esquire, advocate and deputy  
prothonotary of the superior court of the city of  
Montreal, duly named curator to the surrender  
made by the defendant.

The undivided half of a land known and design-  
ated on the official plan and book of reference of  
the parish of Saint Michel de Vaudreuil, district of  
Montreal, as being number one thousand seven  
hundred and eighty-seven (No. 1787), situated on  
the north side of the Chenaux of the said parish

entier environ quatre-vingt-dix arpents en superficie —avec la moitié indivise de toutes les bâtisses sus-érigées. A la charge

1° D'une garantie hypothécaire pour une rente annuelle et viagère de cent soixante dollars, cours actuel, en faveur de Dame Angèle Valois, veuve de feu Joseph Pilon, constituée par contrat de mariage entre le dit Joseph Pilon et la dite Dame Angèle Valois, reçu à Vaudreuil, devant F. de S. Bastien, notaire, le 10 novembre 1864.

2° D'un usufruit viager en faveur de Joseph David Pilon, de Vaudreuil, et de sa femme Dame Marie Adéline Brasseur, constitué par donation du dit Joseph Pilon, par acte reçu à Vaudreuil, devant F. de S. Bastien, notaire, le 28 novembre 1871.

3° D'une rente annuelle de vingt-cinq dollars courant, en faveur de Dame Marie Rose Pilon, épouse d'Octave Denis, payable tant que durera l'usufruit de Joseph David Pilon et de sa femme, et constituée par le dit acte de donation de Joseph Pilon du 28 novembre 1871.

Les charges mentionnées ci-dessus et numérotées 1° et 3° seront restreintes toutefois à la partie suivante du dit immeuble, contenant environ quatre-vingt-deux arpents en superficie, mesure anglaise; borné à un bout, au nord au chemin conduisant à l'île Cadieux, à l'autre bout au sud par le lot officiel numéro dix-sept cent soixante et sept (No. 1767), de la dite paroisse, appartenant à Antoine Valois, et au numéro officiel dix-sept cent soixante et six (No. 1766), de la dite paroisse, appartenant à Joseph Pilon, d'un côté à l'est par les lots officiels dix-sept cent quatre-vingt-six et dix-sept cent soixante et huit (1786 et 1768), de la dite paroisse, appartenant respectivement à Noël Campeau et Antoine Valois, et de l'autre côté à l'ouest par les lots officiels dix-sept cent quatre-vingt-dix, dix-sept cent quatre-vingt-onze et dix-sept cent quatre-vingt-douze (1790, 1791 et 1792), de la dite paroisse, appartenant respectivement à J. B. Besner, Alphonse St-Denis et Joseph Pilon—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel de Vaudreuil, le ONZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dix-huitième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 10 juillet 1895. Shérif. 2675  
[Première publication, 13 juillet 1895]

**FIERI FACIAS.**  
*District de Montréal.*

Montréal, à savoir: ) **DAVID CRAWFORD**, des  
No. 1108. ) cité et district de Montréal, marchand, Demandeur; contre les terres et tenements de **JOHN WALTER TUCKER** et **ALEXANDER THOMSON**, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant au défendeur Tucker *et al.*, l'immeuble suivant, savoir:

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, dit district, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier, sous le numéro sept (7), de la subdivision du lot officiel quinze cent vingt-deux (1522); borné en front par la rue Drummond, et avec droit de passage dans la ruelle communiquant avec l'arrière du dit lot—sans bâtisses.

Pour être vendu en mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier août prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau de Shérif, Montréal, 15 mai 1895. Député Shérif. 2027-3  
[Première publication, 18 mai 1895]

said lot containing in all about ninety arpents in area—with the undivided half of all the buildings thereon erected. Subject to the charge

1° Of an hypothecary warranty for an annual life rent of one hundred and sixty dollars, actual currency, in favor of Dame Angèle Valois, widow of the late Joseph Pilon, constituted by marriage contract between the said Joseph Pilon and the said Dame Angèle Valois, passed at Vaudreuil, before F. de S. Bastien, notary, on the 10th of November, 1864.

2° Of a life usufruct in favor of Joseph David Pilon, of Vaudreuil, and of his wife Dame Marie Adéline Brasseur, constituted by gift from the said Joseph Pilon, by deed passed at Vaudreuil, before F. de S. Bastien, notary, on the 28th of November, 1871.

3° Of an annual rent of twenty-five dollars currency, in favor of Dame Marie Rose Pilon, wife of Octave Denis, payable as long as the duration of the usufruct in favor of Joseph David Pilon and of his wife, and constituted by the said deed of gift of Joseph Pilon on the 28th of November, 1871.

The charges hereinabove mentioned and numbered 1° and 3° will, however, be restricted to the following part of the said immovable, containing about eighty-two arpents in area, english measure; bounded at one end to the north by the road leading to Cadieux island, at the other end to the south by official lot seventeen hundred and sixty-seven (No. 1767), of the said parish, belonging to Antoine Valois, and by official number seventeen hundred and sixty-six (No. 1766), of the said parish, belonging to Joseph Pilon, on one side to the east by official lots seventeen hundred and eighty-six and seventeen hundred and sixty-eight (1786 and 1768), of the said parish, belonging respectively to Noël Campeau and Antoine Valois, and on the other side to the west by official lots seventeen hundred and ninety, seventeen hundred and ninety-one and seventeen hundred and ninety-two (1790, 1791 and 1792), of the said parish, belonging respectively to J. B. Besner, Alphonse St-Denis and Joseph Pilon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel de Vaudreuil, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the eighteenth day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 10th July, 1895. Sheriff. 2676  
[First published, 13th July, 1895.]

**FIERI FACIAS.**  
*District of Montreal.*

Montreal, to wit: ) **DAVID CRAWFORD**, of the  
No. 1108. ) city and district of Montreal, merchant, Plaintiff; against the lands and tenements of **JOHN WALTER TUCKER** and **ALEXANDER THOMSON**, both of the city and district of Montreal, Defendants.

Seized as belonging to the defendant Tucker *et al.*, the following immovable property, to wit:

A lot of land situate in Saint Antoine ward, in the city of Montreal, said district, known and designated on the official plan and book of reference of the said ward, as number seven (7), of the subdivision of official lot fifteen hundred and twenty-two (1522); bounded in front by Drummond street, with right of passage by the lane to communicate with the rear of the said lot—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Montréal, 15th May, 1895. Deputy Sheriff. 2028  
[First published, 18th May, 1895.]

## FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

22  
 Montréal, à savoir : } **D**AME PHILOMENE COLLERETTE dit BOURGUIGNON, de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, dans le district de Montréal, veuve de feu Narcisse L'Archevêque, en son vivant cultivateur, aussi du même lieu, Demanderesse ; contre les terres et tènements de DAMASE MARTINEAU, de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, dans le district de Montréal, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue Pointe, sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490) ; borné en front par le chemin public — avec les bâtisses dessus construites ; à distraire du susdit lot un emplacement de soixante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt dix pieds de profondeur, le dit emplacement borné par le chemin public.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Léonard de Port-Maurice, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Montréal, 15 mai 1895. 2025-3  
 [Première publication, 18 mai 1895.]

## FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L**OUIS LAFRANCHISE, No. 1360. } cultivateur, de la paroisse de Sainte-Marthe, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tènements de AUGUSTIN POIRIER, ci-devant cultivateur, de la dite paroisse de Sainte-Marthe et actuellement absent de cette province, Défendeur.

Un terrain sis et situé du côté nord de la Côte Sainte-Julie, de la paroisse de Sainte-Marthe, de la contenance d'environ vingt arpents en superficie, connu et désigné sous le numéro soixante et huit (68), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, dans le comté de Vaudreuil, district de Montréal ; borné en front par les terres du troisième rang de la paroisse de Sainte-Justine de Newton, en profondeur par les terres du rang de Sainte-Marie, dite paroisse Sainte-Marthe, du côté est par le lot numéro soixante et sept (67), et du côté ouest par le lot numéro soixante et neuf (69), des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe — avec une grange dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Marthe, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour d'août prochain.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
 Montréal, 15 mai 1895. 2031-3  
 [Première publication, 18 mai 1895.]

## FIERI FACIAS.

*District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **A**LLEN WOOLVERTON No. 780. } **A** REED, de Surbiton, dans le comté de Surrey, en Angleterre, sténographe, Demandeur ; contre les terres et tènements de DAME JANE ANN MALLOCK, épouse séparée de biens de Wilson F. Mewhort, du village de Sainte-Anne, dans le district de Montréal, et le dit Wilson F. Mewhort, afin d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Defenderesse.

Ces deux lots de terre sis et situés dans la ville de Sainte Anne de Bellevue, dans le district de Montréal, contenant cent pieds de front sur cent cinquante pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, — avec une maison et autres bâtisses sus-érigées. Les dits deux lots étant maintenant connus aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, comté de Jacques Cartier, district de

## FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **D**AME PHILOMENE COLLERETTE dit BOURGUIGNON, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice, in the district of Montreal, widow of the late Narcisse L'Archevêque, in his lifetime farmer, also of the same place, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAMASE MARTINEAU, of the parish of Saint Léonard de Port Maurice, in the district of Montreal, Defendant.

A lot of land situate and being in the parish of Saint Léonard de Port Maurice, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, as number four hundred and ninety (490) ; bounded in front by the public road — with buildings thereon erected ; reserving from the said lot a lot of sixty-five feet in width by ninety feet in depth, said lot bounded by the public road.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Léonard de Port Maurice, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Montreal, 15th May, 1895. 2026  
 [First published, 18th May, 1895.]

## FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L**OUIS LAFRANCHISE, No. 1360. } farmer, of the parish of Sainte Marthe, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of AUGUSTIN POIRIER, formerly farmer, of the said parish of Sainte Marthe, and now absent from this province, Defendant.

A land situate and being on the north side of the Côte Sainte Julie, of the parish of Sainte Marthe, containing about twenty arpents in area, known and designated as number sixty-eight (68), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe, in the county of Vaudreuil, district of Montreal ; bounded in front by the lands of the third range of the parish of Sainte Justine de Newton, in rear by the lands of the range Sainte Marie, said parish of Sainte Marthe, on the east side by lot number sixty-seven (67), and on the west side by lot number sixty-nine (69), of the said official plan and book of reference of the parish of Sainte Marthe — with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Marthe, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of August next.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
 Montreal, 15th May, 1895. 2032  
 [First published, 18th May, 1895.]

## FIERI FACIAS.

*District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **A**LLEN WOOLVERTON No. 780. } **A** REED, of Surbiton in the county of Surrey, in England, shorthand writer, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME JANE ANN MALLOCK, wife separated as to property of Wilson F. Mewhort, of the village of Sainte Anne, in the district of Montreal, and the said Wilson F. Mewhort, to authorize his said wife for the purpose of these presents, Defendant.

Those two certain lots of land situate lying and being in the town of Sainte Anne de Bellevue, in the district of Montreal, containing one hundred feet in front by one hundred and fifty feet in depth all english measure — with a dwelling house and others outbuildings thereon erected. The said two lots being now known on the official plan and in the book of reference of the parish of Sainte Anne,

Montréal, sous les numéros deux cent quatre-vingt-sept et deux cent quatre-vingt-huit; bornés en front vers l'ouest par l'avenue Grand-Tronc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour d'août prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 juin 1895. Shérif. 2383-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

FIERI FACIAS.

Distric de Montréal.

Montréal, à savoir: ) MESSIRE NAZ AIRE No. 1638. ) PICHE, prêtre chanoine, curé de la ville de Lachine, dans le district de Montréal. Demandeur; contre les terres et tenements de NAPOLEON DESJARDINS, menuisier, de la cité de New-York, l'un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la ville de Lachine, district de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Lachine, sous le numéro cinq cent vingt et un (521); borné en front par la rue Sainte-Joséphine—sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la ville de Lachine, le SEIZIÈME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le sixième jour de septembre prochain.

J. R. THIBAudeau,

Bureau du Shérif, Montréal, 12 juin 1895. Shérif. 2385-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

### Ventes par le Shérif—Quebec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sousigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: ) THEOPHILE BELAND, de No. 1944. ) la cité de Québec, marchand; contre PHILEAS BELAND, du même lieu, à savoir:

La partie est du lot numéro seize (16), du second rang, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Edmond de Stoneham, comté de Québec, étant une terre située au second rang de la dite paroisse, et contenant deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur—avec maison et bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. La dite partie bornée au nord par la ligne entre le second et le troisième rang, au sud par la ligne entre le premier et le second rang, à l'est par le numéro 17 du cadastre susdit, et à l'ouest par le reste du dit lot No. 16.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Edmond de Stoneham, le DIX-NEUVIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures

county of Jacques Cartier, district of Montreal, by the numbers two hundred and eighty-seven and two hundred and eighty-eight; bounded in front towards the west by Grand Trunk avenue.

To be sold at the parochial church door of Saint Anne, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of August next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 12th June, 1895. Sheriff. 2384  
[First published, 15th June, 1895.]

FIERI FACIAS.

Distric of Montréal.

Montreal, to wit: ) THE REVEREND NAZ AIRE No. 1638. ) PICHE, priest, canon, and parish priest of the town of Lachine, in the district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of NAPOLEON DESJARDINS, joiner, of the city of New York, in the United States of America, Defendant.

A lot of land situate and being in the town of Lachine, district of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the said town of Lachine, as number five hundred and twenty-one (521); bounded in front by Saint Josephine street—without building.

To be sold at the church door of the town of Lachine, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the sixth day of September next.

J. R. THIBAudeau,

Sheriff's Office, Montréal, 12th June, 1895. Sheriff. 2386  
[First published, 15th June, 1895.]

### Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charger*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: ) THEOPHILE BELAND, of No. 1944. ) the city of Quebec, merchant; against PHILEAS BELAND, of the same place, to wit:

The east part of lot number sixteen (16), of the second range, of the official cadastre of the parish of Saint Edmond de Stoneham, county of Quebec, being a land situate in the second range of the said parish, and containing two arpents in front by twenty-eight arpents in depth—with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Said piece of land being bounded on the north by the line between the second and third ranges, on the south by the line between the first and second ranges, on the east by No. 17, of the said cadastre, and on the west by the residue of said lot No. 16.

To be sold at the parochial church door of Saint Edmond de Stoneham, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The

du matin. Le dit bref rapportable le douzième jour d'août prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 16 mai 1895. 2045-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } **AUGUSTIN COUTURE**, de  
No. 1698. } la ville de Lévis, cultiva-  
teur ; contre **THEOTIME COTE**, de la ville de  
Lévis, journalier, à savoir :

La juste moitié sud-ouest du lot quatre cent quatre-vingt-dix-huit (No. 498), du cadastre officiel pour le quartier Notre-Dame, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Georges—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le trente-unième jour de juillet prochain.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Québec, 16 mai 1895. 2047-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

**Ventes par le Shérif—Saguenay**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Court de Circuit—District of Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **THELESOPHORE FORTIN**,  
No. 51. } notaire, du village de la  
Baie Saint-Paul ; contre **FRANCOIS LECLERC**,  
ultivateur, de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux  
Coudres, à savoir :

1° Un lot de terre portant les numéros cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept (196 et 197), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, rang de la Baleine.

2° Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante et seize (176), des mêmes cadastre et rang—avec bâtisses.

3° Un emplacement portant le numéro cent soixante et quatorze (174), des mêmes cadastre et rang—avec bâtisses ; et avec droit de passage sur le lot numéro cent soixante et douze (172), possédé par Germain Leclerc.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Louis de l'Isle aux Coudres, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

P. H. CIMON, Shérif.  
Bureau du Shérif, Malbaie, 15 mai 1895. 2053-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

said writ returnable on the twelfth day of August next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Quebec, 16th May, 1895. 2046  
[First published, 18th May, 1895.]

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit : } **AUGUSTIN COUTURE**, of  
No. 1698. } the town of Lévis, farmer ;  
against **THEOTIME COTE**, of the town of Lévis,  
laborer, to wit :

The exact half south west part of the lot number four hundred and ninety-eight (No. 498), of the official cadastre for Notre Dame ward of the town of Lévis, being a lot situate on Saint George street—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame de la Victoire, county of Lévis, on the NINETEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the thirty-first day of July next.

CHS. A. ERN. GAGNON,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Quebec, 16th May, 1895. 2048  
[First published, 18th May, 1895.]

**Sheriff's Sales—Saguenay**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law, all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge*, or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **THELESOPHORE FORTIN**,  
No. 51. } notary, of the village of  
Baie Saint Paul ; against **FRANCOIS LECLERC**,  
farmer, of the parish of Saint Louis de l'Isle aux  
Coudres, to wit :

1° A lot of land being numbers one hundred and ninety-six and one hundred and ninety-seven (196 and 197), of the official cadastre of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, rang de la Baleine.

2° A lot of land known and designated as number one hundred and seventy-six (176), of the same cadastre and range—with buildings.

3° A lot being number one hundred and seventy-four (174), of the same cadastre and range—with buildings ; with right of passage over lot number one hundred and seventy-two (172), held by Germain Leclerc.

To be sold at the church door of the parish of Saint Louis de l'Isle aux Coudres, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable the first day of August next.

P. H. CIMON, Shérif.  
Sheriff's Office, Malbaie, 15th May, 1895. 2054  
[First published, 18th May, 1895.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **DOMINIQUE TREMBLAY**,  
No. 27. } marchand, du village de la  
Pointe-au-Pic, et **CHARLES ANGERS**, son procureur, distrayant ; contre **EPIPHANE LAVOIE**, cultivateur, de Saint-Irenée, à savoir :

1° Un lot de terre de forme irrégulière étant le lot numéro trois cent vingt-six (326), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Irenée, situé rang Saint-Louis, contenant en superficie deux cent cinq arpents—circonstances et dépendances.

2° Une terre de deux arpents de front sur quarante arpents et quatre perches de profondeur, étant le lot numéro trois cent trente-quatre (334), des susdits cadastre et rang—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Saint-Irenée, le **VINGT-UNIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'aout prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Malbaie, 8 juin 1895. [Première publication, 15 juin 1895.]	Shérif, 2319-2
---	-------------------

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } **JOHN FRASER REEVE**,  
No. 103. } de la Malbaie, seigneur de la seigneurie de Mount-Murray, et Angers & Martin, ses procureurs distrayants ; contre **HILAIRE TREMBLAY**, cultivateur, de Saint-Etienne de la Malbaie, à savoir :

Le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (586), du cadastre officiel de la paroisse Saint-Fidèle, rang cinquième, de trois arpents de front sur quatorze arpents de profondeur—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Saint-Fidèle, le **VINGTIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'aout prochain.

P. H. CIMON,

Bureau du Shérif, Malbaie, 7 juin 1895. [Première publication, 15 juin 1895.]	Shérif, 2317-2
---	-------------------

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **DOMINIQUE TREMBLAY**,  
No. 27. } merchant, of the village of  
Pointe au Pic, and **CHARLES ANGERS**, his attorney, distracting for costs ; against **EPIPHANE LAVOIE**, farmer, of Saint Irenée, to wit :

1° A lot of land of irregular outline, being lot number three hundred and twenty-six (326), of the official cadastre of the parish of Saint Irenée, situate in the Saint Louis range, containing in area two hundred and five arpents—circumstances and dependencies.

2° A land of two arpents in front by forty arpents and four perches in depth, being lot number three hundred and thirty-four (334), of the said cadastre and range—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Irenée, on the **TWENTY-FIRST** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fourth day of August next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Malbaie, 8th June, 1895. [First published, 15th June, 1895.]	Sheriff, 2320
--	------------------

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } **JOHN FRASER REEVE**, of  
No. 103. } Malbaie, seignior of the seigniorie of Mount Murray, and Angers & Martin, his attorneys distracting for costs ; against **HILAIRE TREMBLAY**, farmer, of Saint Etienne de la Malbaie, to wit :

Lot number five hundred and eighty-six (586), of the official cadastre of the parish of Saint Fidèle, fifth range, of three arpents in front by fourteen arpents in depth—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fidèle, on the **TWENTIETH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Said writ returnable the twenty-fourth day of August next.

P. H. CIMON,

Sheriff's Office, Malbaie, 7th June, 1895. [First published, 15th June, 1895.]	Sheriff, 2318
--	------------------

**Ventes par le Shérif—St-François**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**FIERI FACIAS.**

*Cour Supérieure—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **UGUSTINE S.**  
No. 987. } **A HURD**, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur ; contre les terres et tenements de **RUSSEL M. WOODARD**, de Norton Mills, dans l'Etat du Vermont, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeur, à savoir :

La moitié sud-ouest de la moitié nord-ouest du lot numéro neuf, dans le premier rang des lots du canton de Melbourne, dans le dit district, contenant ou supposée contenir cinquante acres de terre en

**Sheriff's Sales—St-François**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All opposition *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next, after the return of the writ.

**FIERI FACIAS.**

*Superior Court—District of Saint Francis.*

Saint-François, to wit : } **UGUSTINE S. HURD**,  
No. 987. } **A** of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff ; against the lands and tenements of **RUSSEL M. WOODARD**, of Norton Mills, in the State of Vermont, one of the United States of America, Defendant, to wit :

The south west half of the north west half of the lot number nine, in the first range of lots in the township of Melbourne, in the said district, containing or supposed to contain fifty acres of land in

superficie, plus ou moins, et l'allocation ordinaire pour chemins publics, avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendue au bureau du registraire pour la division d'enregistrement du comté de Richmond, dans la ville de Richmond, le QUATORZIEME jour de SEPTEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingtième jour de septembre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 10 juillet 1895. 2689  
[Première publication, 13 juillet 1895.]

FIERI FACIAS.

*In the Superior Court—District of Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } DAME JANE MAC-  
No. 546. } KENZIE, du canton

de Melbourne, dans le district de Saint-François, épouse séparée de biens de Roderick MacKenzie, du même lieu, ci-devant de la Compagnie de la Baie Hudson, et le dit Roderick MacKenzie afin d'autoriser sa dite épouse à l'effet des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de ELIZABETH BARR, du canton de Cleveland, dans le district de Saint-François, fille majeure et usant de ses droits, Défenderesse, à savoir :

Cette lisière ou morceau de terre sis et situé dans le dit canton de Cleveland, plus particulièrement connu et désigné comme la moitié sud-ouest du lot numéro dix, dans le onzième rang des lots du dit canton de Cleveland, étant toute la largeur du dit lot, et contenant cent acres de terre en superficie et l'allocation ordinaire pour chemins publics, plus ou moins ; borné en front par un chemin public, en arrière par la terre de Joseph Bédard, d'un côté par Elmore Crack, et de l'autre côté par Dame Miller—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Bibiane de Richmond, dans la ville de Richmond, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le troisième jour de septembre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 12 juin 1895. 2367-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

FIERI FACIAS.

*In the Superior Court—District of Saint-François.*  
Saint-François, à savoir : } DAME MARY E.  
No. 509. } GODBOLD, du canton

de Magog, district de Saint-François, veuve de feu Murch Judd, rentier, du même lieu, et GUSTAVUS A. JUDD, du canton de Compton, dit district, cultivateur, tous deux en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints de dit feu Murch Judd, Demandeurs ; contre les terres et tenements de GEORGE A. BARON et FRANCOIS XAVIER BARON, tous deux de la cité de Manchester, dans l'Etat de New-Hampshire, un des Etats-Unis d'Amérique, Défendeurs, à savoir :

Ce certain lot de terre connu et désigné au plan du cadastre et livre de renvoi officiels du canton de Magog, dans le dit district, comme étant le lot numéro douze a (No. 12a), dans le douzième rang du dit canton de Magog, autrefois partie du canton de Hatley, de la contenance de cent dix acres, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Patrice de Magog, dans la ville de Magog, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le dixième jour d'octobre prochain.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sherbrooke, 12 juin 1895. 2365-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

superficies, more or less, and the usual allowance for highways—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the registry office of the registration division of the county of Richmond, in the town of Richmond, on the FOURTEENTH day of SEPTEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the twentieth day of September next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 10th July, 1895. 2690  
[First published, 13th July, 1895.]

FIERI FACIAS.

*In the Superior Court—District of Saint-François.*  
Saint-François, to wit : } DAME JANE MACKEN-  
No. 546. } ZIE, of the township

of Melbourne, in the district of Saint-François, wife separate as to property of Roderick MacKenzie, of the same place, late of the Hudson's Bay Company, and the said Roderick MacKenzie, for the purpose of authorizing his said wife in the present suit, Plaintiff ; against the lands and tenements of ELIZABETH BARR, of the township of Cleveland, in the district of Saint-François, *filie majeure et usant de ses droits*, Defendant, to wit :

That certain tract or parcel of land situate and being in the said township of Cleveland, more particularly known and distinguished as the south west half of the lot number ten, in the eleventh range of lots of the said township of Cleveland, being of the entire width of the said lot and containing one hundred acres of land in superficies and the usual allowance for highways, more or less ; bounded in front by a public road, in rear by the land of Joseph Bédard, on one side by Elmore Crack, and on the other side by Mrs. Miller—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Bibiane of Richmond, in the town of Richmond, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the third day of September next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 12th June, 1895. 2368  
[First published, 15th June, 1895.]

FIERI FACIAS.

*In the Superior Court—District of Saint-François.*  
Saint-François, to wit : } DAME MARY E. GOD-  
No. 509. } BOLD, of the township

Magog, district of Saint-François, widow of the late Murch Judd, *rentier*, of the same place ; and GUSTAVUS A. JUDD, of the township Compton, said district, farmer, both in their quality of joint testamentary executors of the said late Murch Judd, Plaintiffs ; against the lands and tenements of GEORGE A. BARON and FRANCOIS XAVIER BARON, both of the city of Manchester, in the State of New Hampshire, one of the United States of America, Defendants, to wit :

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the township Magog, in the said district, as being lot number twelve a (No. 12a), in the twelfth range of the said township Magog, formerly part of the township Hatley, containing one hundred and ten acres, more or less—together with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Patrice of Magog, in the town of Magog, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable on the tenth day of October, next.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sherbrooke, 12th June, 1895. 2366  
[First published, 15th June, 1895.]

## Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi; toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans le cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du bref.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de St-Hyacinthe, No. 449. } **N AZAIRE CHAR-  
RON**, Deman-  
deur; vs. **JOSEPH  
VIENS, FILS**, Défendeur, à savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Paul d'Abbottsford, sur le rang Dwyer et Petit Rang Saint-Charles, étant le lot connu et décrit sous le numéro deux cent sept (207), des plan et livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Paul d'Abbottsford—avec ses dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église catholique romaine de la dite paroisse de Saint-Paul d'Abbottsford, le **DIX-NEUVIÈME** jour d'**AOUT** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi. Bref rapportable le trentième jour d'aout prochain.

**V. B. SCOTTE,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Hyacinthe, 8 juin 1895. 2315-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

## Sheriff's Sales—St. Hyacinth

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law; all oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.***Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of St Hyacinthe, No. 449. } **N AZAIRE CHAR-  
RON**, Plaintiff; vs.  
**JOSEPH VIENS,  
JUNIOR** (the son), Defendant, to wit :

A lot of land situated in the parish of Saint Paul of Abbottsford, on the Dwyer and Petit Saint Charles ranges, being the lot known and designated under number two hundred and seven (207), on the official plan and book of reference for said parish of Saint Paul of Abbottsford—with buildings.

To be sold at the roman catholic church door of said parish of Saint Paul of Abbottsford, the **NINE-TEENTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. Writ returnable the thirtieth day of August next.

**V. B. SCOTTE,**

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Hyacinthe, 8th June, 1895. 2316  
[First published, 15th June, 1895.]

## Ventes par le Shérif—Terrebonne

**AVIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du sous-signé avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente; les oppositions afin de conserver, peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

**MANDAT DU CURATEUR.***Cour Supérieure.*

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, Sainte-Scholastique, à savoir : No. 66. } **ARTHUR DESJAR-  
DINS**, Failli; et  
**JOSEPH E. PARENT**, Curateur requérant, à savoir :

La moitié nord du numéro deux cent quarante-sept (No. 247), située en la ville de Saint-Jérôme, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels faits pour le village de Saint-Jérôme, maintenant la ville de Saint-Jérôme—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jérôme, en la ville de Saint-

## Sheriff's Sales—Terrebonne

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the Registrar is not bound to include in his certificate, under article 700 of the code of civil procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge* or other oppositions to the sale, except in case of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the Writ.

**CURATOR'S WARRANT.***Superior Court.*

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, Sainte Scholastique, to wit : No. 66. } **ARTHUR DESJAR-  
DINS**, Insolvent; and  
**JOSEPH E. PARENT**, Curator Petitioner, to wit :

The north half of number two hundred and forty-seven (No. 247), situate in the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference made for the village of Saint Jérôme, now town of Saint Jérôme—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Jérôme, in the town of Saint Jérôme,

Jérôme, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le trentième jour d'aout prochain, 1895.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 11 juin 1895. 2389-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } DAME ELIZABETH  
Sainte-Scholastique, } WOOD ET VIR, De-  
savoir : No. 334. } mandeurs ; vs. CAMILLE  
LEGAULT dit DESLAURIERS, Défendeur,  
savoir :

Une terre située au nord de la Belle-Rivière, en la paroisse de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, sous le numéro deux cent soixante-seize (276), contenant environ trois arpents de largeur sur environ vingt-cinq arpents de profondeur, le tout sans aucune garantie de mesure précise—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Scholastique, dit district, le SEIZIEME jour d'AOUT prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable le vingt-quatrième jour d'aout prochain (1895.)

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sainte-Scholastique, 11 juin 1895. 2391-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas. Toutes personnes ayant à exercer à cet égard des réclamations que le Régistrateur n'est pas tenu de mentionner dans son certificat, en vertu de l'article 700 du code de procédure civile du Bas-Canada, sont par le présent requises de les faire connaître suivant la loi. Toutes oppositions afin d'annuler, afin de distraire, afin de charge, ou autres oppositions à la vente, excepté dans les cas de *Venditioni Exponas*, doivent être déposées au bureau du soussigné, avant les quinze jours qui précéderont immédiatement le jour de la vente ; les oppositions afin de conserver peuvent être déposées en aucun temps dans les six jours après le rapport du Bref.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } HENRI DESLAU-  
No. 16. } RIERES, FILS, De-  
mandeurs ; vs. JOSEPH TOUPIN ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs :

Les deux tiers indivis d'un terrain situé en la cité de Trois-Rivières, côté sud-ouest de la rue Saint-Roch, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-douze (292), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite cité de Trois-Rivières—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le deuxième jour de septembre prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 12 juin 1895. 2373-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Writ returnable on the thirtieth day of August next, 1895.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 11th June, 1895 2290  
[First published, 15th June, 1895.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.*

District of Terrebonne, } DAME ELIZABETH  
Sainte Scholastique, } WOOD ET VIR, Plain-  
to wit : No. 334. } tiffs ; vs. CAMILLE LE-  
GAULT dit DESLAURIERS, Defendant, to wit :

A lot of land situate north of Belle Rivière, in the parish of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish, as number two hundred and seventy-six (No. 276), containing about three arpents in width by about twenty-five arpents in depth, the whole more or less, without warranty as to precise measurement—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Scholastique, said district, on the SIXTEENTH day of AUGUST next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the twenty-fourth day of August next (1895).

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.  
Sainte Scholastique, 11th June, 1895. 2392  
[First published, 15th June, 1895.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below. All persons having claims on the same which the registrar is not bound to include in his certificate under article 700 of the Code of Civil Procedure of Lower Canada, are hereby required to make them known according to law. All oppositions *afin d'annuler*, *afin de distraire*, *afin de charge* or other oppositions to the sale, except in cases of *Venditioni Exponas*, are required to be filed with the undersigned, at his office, previous to the fifteen days next preceding the day of sale ; oppositions *afin de conserver* may be filed at any time within six days next after the return of the writ.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } HENRI DESLAU-  
No. 16. } RIERES, JUNIOR,  
Plaintiff ; vs. JOSEPH TOUPIN ET AL., Defend-ants.

As belonging to the said defendants :

The undivided two thirds of a certain lot of land situate and being in the city of Three Rivers, south west side of Saint Roch street, known and designated as number two hundred and ninety-two (292), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the said city of Three Rivers—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Three Rivers, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable the second day of September next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.  
Three Rivers, 12th June, 1895. 2374  
[First published, 15th June, 1895.]

## MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **G**EOURGE BOUR-  
No. 85. } **G**OUIN ET AL.,  
Demandeurs ; contre **L**OUIS PHILIPPE MAR-  
CHAND, Failli ; et **A**MEDEE LAMARCHE,  
Curateur.

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le village de la dite paroisse, connu et désigné au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Tite, par le numéro deux cent trente (230)—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

2. Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, dans le petit rang du ruisseau Bourdaie, connue et désignée au cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Saint-Tite, par le numéro deux cent cinquante-neuf (259)—avec les bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le VINGT-SIXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le septième jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 15 mai 1895. 2033-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

## MANDAT DU CURATEUR.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **J**OSEPH BILODEAU,  
No. 136. } Demandeur ; vs.  
**M**OISE DUGUAY, Failli ; et **A**médée Lamarche,  
Curateur.

1° Un emplacement situé dans la concession sud-ouest de la rivière Gentilly, dans la paroisse de Gentilly, faisant partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Gentilly, par le numéro trois cent trente-cinq (335), de la contenance d'un demi-arpent de front sur un arpent de profondeur ; borné en front au chemin de la Reine, en profondeur du côté nord-est aux représentants de Honoré Leblanc, et du côté sud-ouest à une route—avec une maison et les autres bâtisses y érigées.

2° Un emplacement situé en la ville de Nicolet, sur la rue Notre-Dame, du côté sud-ouest d'icelle dans le quartier No. 3 ; borné par devant par la dite rue, par derrière par un marais, du côté nord par Ernest Houde et du côté sud par Théophile Ricard—avec ensemble les bâtiments sus-érigés ; le dit emplacement formant le numéro cent quatre-vingt-trois (183), du cadastre aux plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Nicolet, pour la division d'enregistrement du comté de Nicolet.

Pour être vendus comme suit : le numéro un, à la porte de l'église de la paroisse de Gentilly, le DIX-SEPTIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin ; et le numéro deux, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Nicolet, en la ville de Nicolet, le MEME JOUR, à TROIS heures de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 12 juin 1895. 2371-2  
[Première publication, 15 juin 1895.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **A**LEXIS LAMY,  
No. 12. } Demandeur ; vs.  
**J**OSEPH LAMY, Défendeur.

1° Un lot de terre situé dans la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, sur la rivière des Envies, dans le rang sud-ouest de la rivière Batiscan, connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et quatre, sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Stanislas—avec les bâtisses dessus érigées.

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Three Rivers*

Three Rivers, to wit : } **G**EOURGE BOUR-  
No. 85. } **G**OUIN AT AL., Plain-  
tiffs ; against **L**OUIS PHILIPPE MARCHAND,  
Insolvent ; and **A**MEDEE LAMARCHE, Curator.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Tite, in the village of the said parish, known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Tite, as number two hundred and thirty (230)—with buildings, circumstances and dependencies.

2° A land situate in the parish of Saint Tite, in the little range of the Ruisseau Bourdaie, known and designated on the official cadastre of the county of Champlain, for the said parish of Saint Tite, as number two hundred and fifty-nine (259)—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable on the seventh day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 15th May, 1895. 2034  
[First published, 18th May, 1895.]

## CURATOR'S WARRANT.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **J**OSEPH BILODEAU,  
No. 136. } Plaintiff ; vs. **M**OISE  
DUGUAY, Insolvent ; and **A**médée Lamarche,  
Curator.

1° A lot situate in the concession south west of the river Gentilly, in the parish of Gentilly, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the county of Nicolet, for the said parish of Gentilly, as number three hundred and thirty-five (335), containing one half arpent in front by one arpent in depth ; bounded in front by the Queen's highway, in rear on the north east side to the representatives of Honoré Leblanc, and on the south west side by a by-road— with a house and outbuildings thereon erected.

2° A lot situate and being in the town of Nicolet, on Notre Dame street, on the south west side thereof in No. 3 ward ; bounded in front by the said street, in rear by a marsh, on the north side by Ernest Houde, and on the south side by Théophile Ricard— with the buildings thereon erected ; said lot being number one hundred and eighty-three (183), of the cadastre of the official plan and book of reference of the town of Nicolet, for the registration division of the county of Nicolet.

To be sold, the immovable firstly described, at the church door of the parish of Gentilly, on the SEVENTEENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon ; and the immovable secondly described, at the church door of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, in the town of Nicolet, on the SAME DAY, at THREE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 12th June, 1895. 2372  
[First published, 15th June, 1895.]

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **A**LEXIS LAMY, Plain-  
No. 12. } tiff ; vs. **J**OSEPH  
LAMY, Defendant.

1° A lot of land situate in the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on river Des Envies, in the range south west of the river Batiscan, known and designated as number four hundred and sixty-four, on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Stanislas— with the buildings thereon erected

2° Un moulin à farine, à carde et à fouler, situé en la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, sur la rivière des Envies, dans le rang sud-ouest de la rivière Batiscan, avec le terrain qui en dépend et qui contient environ quatre arpents en superficie, le tout plus ou moins, renfermé dans les limites suivantes : joignant au nord à Pierre Déry et Alvida Déry, au sud à la dite rivière des Envies, et du côté est à un cours d'eau, avec une bâtisse en pierre à deux étages, une maison en bois, une grange et une étable ; lequel terrain est connu et désigné sous le numéro quatre cent soixante et trois (463), sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour la dite paroisse de Saint-Stanislas, avec en sus la chaussée, le pouvoir d'eau et tous les appareils qui se rattachent aux dits moulins, avec réserve expresse cependant, en faveur 1° de Messrs. Napoléon et Alfred Lamy, d'une maison près du dit moulin à farine, du côté nord-est, et aussi du moulin à scie qu'ils occupent actuellement, avec en sus droit de prise d'eau dans la chaussée à leur besoin, pourvu que cela ne nuise pas à l'exploitation du dit moulin à farine, tel que plus au long mentionné dans un acte de donation du dit moulin à scie, consenti par sieur Raphaël Lamy, en faveur des dits sieurs Napoléon et Alfred Lamy, reçu devant A. J. Lacoursière, notaire, en date du vingt-quatre août mil huit cent quatre-vingt-cinq, les dits Napoléon et Alfred Lamy étant obligés de contribuer à la confection et entretien de la dite chaussée et ne pourront mettre de moulage dans leur dit moulin à scie. 2° de Joseph Germain, d'une boutique de forge avec le terrain sur lequel elle est construite, lequel terrain a trente-huit pieds de front sur le chemin et se termine en profondeur à la dalle du moulin à carde. 3° de Onesime Lamy, d'un moulin à bardeaux qui se trouve dans le dit moulin à scie, ce dernier est aussi tenu de contribuer à la confection et à l'entretien de la susdite chaussée et ne devra nuire aucunement au dit moulin à farine au cas où l'eau viendrait à manquer.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, le VINGT-TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable le premier jour d'août prochain.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Trois-Rivières, 15 mai 1895. 2035-3  
[Première publication, 18 mai 1895.]

2° A flour, carding and felling mill, situate in the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the river Des Envies, in the range south west of the river Batiscan, with the land appertaining to it, and which contains about four arpents in area, the whole more or less, comprised within the following limits : bounded on the north by Pierre Dery and Alvida Dery, on the south by the said river Des Envies, and on the east side by a water course, with a two storey stone building, a wooden house, a barn and a stable ; which land is known and designated as number four hundred and sixty-three (463), on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Stanislas, with moreover the dam, water power and all the apparatus belonging to the said mills, expressly reserving, however, in favor 1° of Messrs. Napoléon and Alfred Lamy, a house near the said flour mill, on the north east side, and also of the saw mill which they actually occupy, with moreover the right to use water of the dam as needed, provided that it does not prejudice to the running of the said flour mill, as more fully mentioned in a deed of gift of the said saw mill, passed by Mr. Raphaël Lamy, in favor of the said Messrs Napoléon and Alfred Lamy, executed before A. J. Lacoursière, notary, on the twenty-fourth of August, one thousand eight hundred and eighty-five, the said Napoléon and Alfred Lamy being bound to contribute to the building and repairs of the said dam, and shall not put any grist stone in their said saw mill. 2° In favor of Joseph Germain, a blacksmith's shop with the ground on which it is built, which lot is thirty-eight feet in front on the road and ends in rear to the flume of the carding mill. 3° In favor of Onesime Lamy, a shingle mill which is in the said saw mill, this latter is also bound to contribute to the building and repairs of the said dam and shall not prejudice to the working of the said flour mill in the event of the quantity of water being scarce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the TWENTY-THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable on the first day of August next.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Three Rivers, 15th May, 1895. 2036  
[First published, 18th May, 1895.]

## Avis du Gouvernement

No 2299-94.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1° Détacher de la municipalité de Saint-Canut No 1, comté des Deux-Montagnes, les lots du cadastre Nos 145, 146, 147, 148, 149 et 150, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Sainte-Monique, même comté. 2695

2° Détacher de la municipalité de Sainte-Monique, comté des Deux-Montagnes, les lots suivants du cadastre, savoir :  $\frac{1}{4}$  du lot No 260, ainsi que les lots Nos 261, 262 et 263, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Canut No 1, même comté. 2697

3° Détacher de la municipalité de Saint-Colomban, comté des Deux-Montagnes, les lots du cadastre Nos 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Canut No 1, dans le même comté.

Ces annexions ne devant prendre effet que le 1er juillet 1896. 2699

## Government Notices

No. 2299-94.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

1° To detach from the municipality of Saint Canut No. 1, county of Two Mountains, cadastral lots Nos. 145, 146, 147, 148, 149 and 150, and annex them, for school purposes, to the municipality of Sainte Monique, same county. 2695

2° To detach from the municipality of Sainte Monique, county of Two Mountains, the following cadastral lots, to wit :  $\frac{1}{4}$  of lot No. 260, as also lots Nos. 261, 262 and 263, and annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Canut No. 1, same county. 2698

3° To detach from the municipality of Saint Colomban, county of Two Mountains, cadastral lots Nos. 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 and 17, and annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Canut No. 1, in the same county.

These annexations to take effect only on the 1st of July, 1896. 2700

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 juin 1895.

Présent :—Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil :  
 Attendu que le territoire s'étendant de la seigneurie de Saint-Ignace jusqu'aux lignes de l'arrière du canton de Tewkesbury et tributaire jusqu'à la rivière Jacques-Cartier, contient divers cours d'eau et lacs qu'il est grandement désirable de protéger ;  
 Attendu qu'il est aussi à propos de protéger le gibier qu'il peut y avoir ;

Attendu qu'une partie du dit territoire est sous licence pour la coupe du bois, et qu'il est à propos en conséquence de contrôler jusqu'à un certain point la pêche et la chasse qui s'y font, qui dans l'état actuel sont un danger pour les dites terres à bois ;

Il est ordonné que le dit territoire ci-dessus décrit soit annexé au Parc National des Laurentides et en forme partie.

GUSTAVE GRENIER,  
 Greffier du Conseil Exécutif.

2705

## CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 juin 1895.

Présent :—Le Lieutenant-Gouverneur en conseil :  
 Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de Wickham-Ouest, dans le comté de Drummond, le septième jour de janvier 1895, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal de Wickham-Ouest, dans le comté de Drummond, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

(Signé,) GUSTAVE GRENIER,  
 Greffier du Conseil Exécutif.

Publié en conformité de l'article 244 du code municipal de la province de Québec.

LOUIS P. PELLETIER,  
 Secrétaire.

Bureau du Secrétaire,  
 Québec, 28 juin 1895. 2707

No 129-95.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Détacher de la municipalité scolaire d'Hochelaga, dans le comté du même nom, le territoire suivant, savoir : borné par la rue Sherbrooke, côté sud, le centre de la rue Iberville, le centre de la rue du Havre, depuis la rue Sherbrooke jusqu'à la rue Notre-Dame, et la ligne nord-est du lot No 164, du cadastre du ci-devant village d'Hochelaga, et l'annexer pour les fins scolaires, à la cité de Montréal. Cette annexion n'affectera que les catholiques seulement.

L'avis publié dans la *Gazette Officielle* des 9 et 16 mars dernier (1895), est nulle.

Cette annexion ne prendra effet que le premier de juillet prochain (1896.) 2709

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 6th June, 1895.

Present :—The Lieutenant-Governor in Council :  
 Whereas the territory extending from the seignory of Saint Ignace to the rear lines of the township of Tewkesbury and tributary to the river Jacques Cartier, contains several streams and lakes which it is highly desirable to protect.

Whereas it is also expedient to afford protection to the game to be found therein ;

Whereas a portion of said territory is held under licence to cut timber, and it is advisable in consequence to control to a certain extent the fishing and hunting carried on therein, which as obtains at present, in a menace to said timber lands.

It is ordered that the said territory as above described be annexed to and form part of the Laurentides National Park.

GUSTAVE GRENIER,  
 Clerk Executive Council.

2706

## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 6th June, 1895.

Present :—The Lieutenant-Governor in Council :  
 Whereas by resolution passed by the municipal council of Wickham West, in the county of Drummond, on the seventh day of January, 1895, it hath been shewn to the lieutenant governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provision of " The Municipal Code of the Province of Quebec, " may be so made in the french language only without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of Wickham West, in the county of Drummond, the publication of which is required by the provisions of " The Municipal Code of the Province of Quebec, " be henceforth published in the french language only.

(Signed,) GUSTAVE GRENIER,  
 Clerk Executive Council.

Published in pursuance to the art. 244 of " The Municipal Code of the Province of Quebec. "

LOUIS P. PELLETIER,  
 Secretary.

Secretary's Office,  
 Québec, 28th June, 1895. 2708

No. 129-95.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

To detach from the school municipality of Hochelaga, in the county of that name, the following territory, to wit : bounded by Sherbrooke street, south side, the centre of Iberville street, the centre of Harbour street, from Sherbrooke street to Notre Dame street, and the north east alignment of lot No. 164, of the cadastre of the former village of Hochelaga, and annex it for school purposes, to the city of Montreal. This annexation to affect catholics only.

The notice published in the *Official Gazette* of the 9th and 16th of March last (1895), is null.

This annexation to take effect only on the first of July next (1896). 2710

Index des avis paraissant une première fois  
dans la "Gazette Officielle".—No. 28

	Pages
<b>ANNEXION DE MUNICIPALITÉ :</b>	
Annexer à Rivière-au-Doré divers lots de Saint-Félicien .....	1544
Annexer à Sainte-Monique divers lots de Saint-Canut No. 1 .....	1576
Annexer à Saint-Canut No. 1 divers lots Sainte-Monique .....	1576
Annexer à Saint-Canut No. 1 divers lots de Saint-Colomban .....	1576
<b>EXAMEN DES CANDIDATS :</b>	
Pour inspection d'écoles .....	1544
<b>FAILLIS :</b>	
Cornwall & Co .....	1552
Delage .....	1551
Durand .....	1551
Featherston .....	1552
Godbout <i>et al.</i> .....	1551
Lesage .....	1553
Morris <i>et al.</i> .....	1552
Pedneault <i>et al.</i> .....	1552
Reay .....	1553
Trépanier .....	1552
<b>LIQUIDATION :</b>	
The Dominion Desinfectant Co. ....	1548
<b>MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :</b>	
Montréal .....	1577
<b>MUNICIPALITÉS :—Publication dans une seule langue,—demande accordée :</b>	
Wickham Ouest .....	1577
<b>PARC NATIONAL :</b>	
Territoire annexée au .....	1577
<b>VENTES PAR LES SHERIFFS :</b>	
<b>BEDFORD :</b>	
Bernier vs. Leblanc .....	1555
<b>JOLIETTE :</b>	
Desroches vs. Coutu .....	1559
<b>MONTREAL :</b>	
Anderson vs. Dme Clifford .....	1562
Birmingham <i>et al.</i> vs. Brabant .....	1564
Brodeur <i>et al.</i> vs. Barré .....	1561
Chaillé vs. Normandeau .....	1564
Cholette vs. Pilon .....	1566
Dme Rouillard vs. Archambault .....	1563
Guérin vs. Deniger .....	1565
Guimond vs. Monro <i>et al.</i> .....	1563
The Star Life Ass. Co. vs. The Queens Hotel Co. ....	1565
<b>SAIN-FRANÇOIS :</b>	
Hurd vs. Woodard .....	1571

QUÉBEC :—Imprimé par C. F. LANGLOIS, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté la Reine.  
2703

Index of notices appearing for the first time  
in the "Official Gazette".—No. 28

	Pages
<b>MUNICIPALITY ANNEXED :</b>	
To annex to Rivière au Doré several lots of Saint Félicien .....	1544
To annex to Sainte Monique several lots of Saint Canut No. 1 .....	1576
To annex to Saint Canut No. 1 several lots of Sainte Monique .....	1576
To annex to Saint Canut No. 1 several lots of Saint Colomban .....	1576
<b>EXAMINATION OF CANDIDATES :</b>	
For school inspectors .....	1544
<b>INSOLVENTS :</b>	
Cornwall & Co .....	1552
Delage .....	1551
Durand .....	1551
Featherston .....	1552
Godbout <i>et al.</i> .....	1551
Lesage .....	1553
Morris <i>et al.</i> .....	1552
Pedneault <i>et al.</i> .....	1552
Reay .....	1553
Trépanier .....	1552
<b>LIQUIDATION :</b>	
The Dominion Desinfectant Co. ....	1548
<b>SCHOOL MUNICIPALITY :</b>	
Montreal .....	1577
<b>MUNICIPALITY :—Publication in one language only,—application granted :</b>	
Wickham West .....	1577
<b>NATIONAL PARK :</b>	
Territory annexed to .....	1577
<b>SHERIFFS' SALES :</b>	
<b>BEDFORD :</b>	
Bernier vs. Leblanc .....	1555
<b>JOLIETTE :</b>	
Desroches vs. Coutu .....	1559
<b>MONTREAL :</b>	
Anderson vs. Dme Clifford . . . . .	1562
Birmingham <i>et al.</i> vs. Brabant .....	1564
Brodeur <i>et al.</i> vs. Barré .....	1561
Chaillé vs. Normandeau .....	1564
Cholette vs. Pilon .....	1566
Dme Rouillard vs. Archambault .....	1563
Guérin vs. Deniger .....	1565
Guimond vs. Monro <i>et al.</i> .....	1563
The Star Life Ass. Co. vs. The Queens Hotel Co. ....	1565
<b>SAINT FRANCIS :</b>	
Hurd vs. Woodard .....	1571

QUÉBEC :—Printed by C. F. LANGLOIS, Printer to Her Most Excellent Majesty the Queen.  
2704